

COHORS – ASTURIES

Gilbert Baudry
ancien FFI – I/10^e R.A.C.

Introduction : les sources militaires

Parmi les Français qui ont participé avec éclat à la seconde guerre mondiale, trois hommes, après avoir contribué au déroulement de l'Histoire, l'ont écrite ; leurs récits sont pris en compte dans cette étude, car ils furent aussi les chefs des résistants et des Forces françaises libres (F.F.L.).

Charles de Gaulle : général rebelle, condamné à mort le 2 août 1940 par un conseil de guerre inspiré par le gouvernement du maréchal Pétain, auteur des «Mémoires de guerre» et de nombreux ouvrages militaires.

Dès le tome I, "l'Appel", sa correspondance reproduite, les télégrammes échangés, les discours, montrent l'importance des pièces officielles liées à son action dirigeante, versées aux Archives Nationales. Une édition de 2005 y ajoute «Mémoires d'espoir», (commentaires et annexes, sans reproduction des pièces officielles).

André Dawavrin dit «**Passy**» : Capitaine revenu de Norvège en 1940, rejoint de Gaulle qui le nomme à Londres chef des 2^{ème} et 3^{ème} bureaux, les services secrets dont il ignore tout. Il sera déchu de la nationalité française et condamné à mort en octobre 1941.

Après la guerre, ses «Mémoires du chef des services secrets de la France libre» comportent quatre livres, dont seuls les deux premiers ont été publiés, selon sa volonté. Une réédition de 2001, enrichie d'annexes et d'annotations, présentée par Jean-Louis Crémieux-Brilhac en donne la raison et permet une meilleure compréhension des réticences des chefs de réseaux et de l'absence d'appui aux maquis attaqués en 1944. Les archives du Bureau central de renseignement et d'action (le B.C.R.A.) ont été ouvertes, mais pas celles des Services secrets anglais.

Edgar de Larminat : colonel de l'armée du Levant en 1940, il s'efforce de faire participer 10.000 hommes à la poursuite de la guerre avec pour objectif immédiat le canal de Suez. Le gouvernement de Vichy contrarie ce projet, Darlan intervient. Avec une minorité de volontaires, de Larminat passe en Egypte après avoir réglé un "prélèvement" de véhicules, canons anti-chars, armes automatiques, munitions en faveur des Polonais qui s'en servirent à Tobrouk. A son procès pour rébellion, la peine de mort sera prononcée.

Auteur d'ouvrages strictement militaires, le général de Larminat a aussi écrit des «Chroniques irrévérencieuses» où, dans la narration de ses aventures, des drames, lâchetés et intrigues, il adopte avec un humour vengeur un style particulièrement tonique.

En 1944, il deviendra chef des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) sur la façade atlantique des poches allemandes.

Les militaires alliés

De nombreux chefs de nations variées ont écrit leurs «Mémoires».

«L'accord du 7 août 1940 eut pour la France libre une influence considérable ... ce fut le cas en premier lieu pour les gouvernements réfugiés en Angleterre ... En particulier Sikorski et Benès, tout ombrageux qu'ils fussent au milieu des intrigues et des susceptibilités qui compliquaient pour eux le malheur, établirent avec moi des rapports constants et suivis.»
(Charles de Gaulle) (1)

Wladislaw Sikorski, 1^{er} ministre nommé par son président de la république polonaise installé à Paris, puis généralissime des forces polonaises le 7 novembre, n'a pu écrire ses mémoires. Sa disparition en avion à Gibraltar en juillet 1943, dans des conditions qui restent mystérieuses, l'en a empêché. Deux de ses généraux, Anders et Komorovski, ont fait œuvre d'historiens qui éclairent les péripéties du conflit. Leurs rapports adressés à Sikorski ont influencé le général de Gaulle, le colonel Passy et la France combattante.

Général Wladislaw Anders «Mémoires 1939-1946» : Combattant en 1914-1918, puis en 1939 après l'invasion nazie. Fait prisonnier, gravement blessé, livré aux enquêteurs et bourreaux du N.K.V.D. de l'U.R.S.S., il transmet à Sikorski des messages qui révèlent la triste situation de ses concitoyens. L'invasion allemande du 22 juin 1940, qui rompt le pacte germano-soviétique, met fin à 20 mois d'emprisonnement.

Les interrogatoires et les réflexions échappées à des officiers lui font comprendre la tactique de Staline : laisser les puissances occidentales s'épuiser dans une saignée sanglante après quoi *«... facilement envahir l'Europe ... y instaurer le régime soviétique.»*

Devant le déferlement allemand, après avoir été libéré avec des marques d'égards, il obtient le 14 août 1941 la possibilité de lever une armée polonaise et par les entretiens entre le général Sikorski, Staline, Molotov, l'ambassadeur de la République polonaise, le 3 décembre, la possibilité de faire partir 40.000 soldats et leurs familles en Iran. A Téhéran, il met cette armée à la disposition du général britannique Alexander ; il participera à tous les combats décisifs contre Rommel, arrivé à Alexandrie près du Caire, menaçant le canal de Suez et toute la stratégie alliée dans la Méditerranée.

Puis il participera à la guerre en Italie. Son influence, par l'intermédiaire de Sikorski particulièrement apprécié de De Gaulle, s'exercera sur tous les chefs repliés à Londres. Il sera constamment préoccupé par le sort qui sera réservé à la Pologne après la guerre. Son corps repose avec ceux de ses soldats tombés au Mont Cassin en Italie.

Bor – Komorovski (Bor étant le nom de code de ce général) : son ouvrage «Histoire d'une armée secrète», décrit ses difficultés d'existence et, dans un premier temps, l'organisation générale de la Résistance en Pologne contre l'occupant allemand, le sort réservé à ses concitoyens en zone soviétique.

Contrairement à l'une des caractéristiques de la Résistance Française, à peu près toute l'armée fournit d'emblée ses cadres clandestins ; les savants, les mathématiciens, les intellectuels qui échappent à la déportation, prennent part à la lutte avec la même détermination. Les renseignements parviennent multiples à Londres, puis très tôt des sabotages bien préparés sont confirmés.

Le déclenchement de l'insurrection de Varsovie, laissée à son appréciation, critiquée par Anders, condamnée à l'échec par l'insuffisance de l'armement et par la mauvaise foi de Staline, aura une fin tragique et sanglante. Les leçons de cet échec seront tirées par les autres gouvernements et leurs chefs militaires, par de Gaulle, Koenig, Passy, mais l'Occupant aura accumulé tant de souffrances et de ressentiments que leurs instructions ne seront pas toujours suivies, l'aspiration à la libération est trop ardente pour attendre la présence des alliés.

Les Allemands : Œuvres traduites, consultables à la bibliothèque du Service Historique de la Défense – département Marine – à Lorient.

Général Heinz Guderian «Souvenirs d'un soldat» : sa contribution à la compréhension des événements porte sur les thèmes Stratégies – Incompétence d'Hitler – Poids des partisans.

La stratégie des adversaires

Côté français, la ligne Maginot est significative d'une conception ancienne, essentiellement défensive s'exerçant face à l'Est, négligeant le Luxembourg et la Belgique. Lecteur de toutes les publications de De Gaulle, dont il partage les vues, il réussit à convaincre le commandement allemand et Hitler de l'importance des tanks dans une stratégie offensive. Il développe leur puissance d'attaque en reliant par radio chaque char au commandant d'un combat, en associant l'aviation (les Stukas) à l'engagement sur terre ; l'expérience acquise en Espagne devient un atout précieux.

Guderian deviendra Inspecteur général des troupes blindées.

L'entêtement d'Hitler

Dans la campagne contre l'U.R.S.S., Guderian est parmi les officiers, dont les troupes sous-équipées dans le froid sont arrêtées devant Moscou, qui demandent le repli des armées sur des positions fortifiées. Hitler refuse.

«Depuis le 22 juin, l'ensemble des pertes sur le front de l'est se montait à 743.000 hommes soit 23% de notre force totale de 3 millions et demi d'hommes.»

Plus tard, il affrontera Hitler en pleine réunion de l'état-major, allant jusqu'à le contredire, ce qui lui vaudra d'être limogé deux fois.

Le poids des résistances grecques et yougoslaves

1941 - *«La guerre des partisans se développait dans les Balkans et réclamait l'intervention de forces de plus en plus puissantes.»* Développement aidé par les Britanniques et qui a conduit Churchill à proposer un plan d'intervention depuis l'Italie neutralisée plutôt qu'en France et à privilégier les parachutages en 1944.

Amiral Karl Dönitz : «Ma vie mouvementée» et «Dix ans, vingt jours», la durée de son commandement.

Lui non plus ne persuada pas aisément ses supérieurs de la Kriegsmarine, ni les dirigeants nazis. Au déclenchement des hostilités, il disposait de 57 sous-marins. Malgré les pertes élevées, leurs succès entraînèrent l'adhésion générale aux conceptions de Dönitz et 1113 sous-marins furent construits au rythme moyen de 26 unités par mois. Qu'en pensaient les Anglais ? Dönitz les cite dans «Ma vie mouvementée».

«La guerre sous-marine fut notre plus grand fléau. Il eut été sage de la part des Allemands de jouer leur va-tout sur cette carte.» (Winston Churchill)

«... Karl Dönitz fut probablement le plus dangereux adversaire de l'Angleterre depuis de Ruyter. Notre chance a été que son gouvernement n'ait pas suivi ses conseils.» notamment le conseil de ne pas disperser la puissance de 400 sous-marins dans la Méditerranée et les mers polaires. *«Et il fut très clairvoyant en proclamant que l'Atlantique était le seul théâtre d'opération susceptible de donner la victoire à l'Allemagne.»* (Amiral Cunningham, 1^{er} lord de l'Amirauté, Admiral of the Fleet).

Les bombardements tardifs et peu précis des bases de l'Atlantique ne modifièrent pas la situation et c'est à une avancée technique sur de nouveaux radars équipant les vaisseaux et les avions que la détection l'emporta sur l'invisibilité des U-boat et en 1943 l'avantage bascula en faveur des alliés. *«... à partir de juillet 1943, soit après 45 mois de guerre, les Anglo-américains étaient en mesure de construire davantage de bateaux de commerce que nous n'en pouvions couler.»* (Dönitz). Jusqu'à cette date, 2882 bateaux de commerce avaient été coulés, soit 70% en tonnage des pertes totales subies par les alliés.

1939-1945 - La guerre en mer

Les statistiques de Karl Dönitz

Extrait de "Dix ans et vingt jours"

Au 1^{er} septembre 1939 : 57 bâtiments.

Du 1^{er} septembre 1939 au 8 mai 1945 entrèrent en service : 1113 sous-marins.

630 furent perdus : 603 par action de l'ennemi, 20 pour des causes demeurées inconnues,
7 par accidents.

Lors de l'évacuation des bases ou à la fin des hostilités, 215 furent détruits ou coulés par
leurs équipages.

Les succès obtenus contre les navires de guerre ennemis (y compris par les mines) furent d'après
les renseignements publiés par nos adversaires : 148 coulés, 45 endommagés.

Les sous-marins coulèrent à la torpille, au canon ou par des mines .
2779 bateaux soit 14.119.413 tonnes de jauge brute.

(tous chiffres confirmés par les Alliés et les Neutres)

Général W. Fahrmbacher et **Amiral W. Matthiae** co-auteurs de «Lorient 1940-1945». dans la traduction du Capitaine de frégate Aubertin.

Nommé à la tête des armées allemandes alors qu'il se trouve à Pontivy, le général d'artillerie Fahrmbacher rejoint Lorient le 3 août 1944. Il règle aussitôt un problème de hiérarchie militaire avec l'Amiral qu'il associera à son ouvrage, sans doute par courtoisie.

La partie la plus objective et critique de son récit traite de la situation dont il héritait, causée par la décision d'Hitler à l'automne 1942, de créer un «Mur de l'Atlantique» face à d'éventuels débarquements. Le plan proposé est modifié par Hitler qui considère qu'il faut tenir 56 jours avec 16.000 hommes sur 24 km, et non 20.000 sur 50 km. Mais surtout le Führer fait abandonner le pont et les hauteurs de Pont-Scorff, il exige que toute l'artillerie moyenne et lourde soit abritée sous blockhaus avec des angles de tir de 60° seulement et dirigés vers la mer.

Seule la batterie du Grognon dans l'île de Groix peut tirer dans des directions opposées. Quand Rommel inspectera le «mur» de Dunkerque à Bayonne, il reconnaîtra en mai 1944 l'importance du travail accompli, mais *«émettra des réserves, déjà exprimées par le commandement supérieur de Lorient en ce qui concernait la valeur d'une place que rien ne défendait du côté de la terre.»*

Fahrmbacher s'efforcera d'utiliser au «mieux» tous les moyens défensifs. *«L'approvisionnement en eau causa aussi de grands soucis»*. Sept citernes de 300m³ furent construites à l'intérieur de la base des sous-marins.

A coté d'initiatives et réalisations positives, la seconde partie du récit est entachée de silences sur les charniers, les désertions, l'insuffisance de l'armement des F.F.I., voire de contre-vérités, telle la neutralisation du Pont Lorois sur la rivière d'Étel qu'il attribue aux Américains, sans parler du sabotage initial opéré par les F.F.I. du commandant Le Garrec.

Dans l'un des tout premiers exemplaires de la traduction d'Aubertin on peut lire : *«Fahrmbacher a écrit son récit à la demande du Service historique de l'État-major général des États-Unis»* ... alors qu'il était en Allemagne en 1946.

I. **Charles de GAULLE** : « *une guerre de Trente ans* »

« *A mon avis, la France ne peut être la France sans la grandeur* ».

Une aussi noble conviction ne peut se traduire dans le comportement que par la force du caractère et une lucidité aiguë. La chronologie établie par J.L. Barré dans la réédition des Mémoires ... en 2005 est un guide utile qui permet de suivre la constance des qualités de Charles de Gaulle, le développement de ses conceptions militaires.

A Saint-Cyr, sous-lieutenant en 1912, il rejoint le 33^{ème} Régiment d'Infanterie d'Arras, où il avait déjà passé une année de service, sur les conseils de son père Henri de Gaulle, ancien engagé volontaire en 1870. Le lieutenant-colonel Pétain est à la tête du régiment et de Gaulle, promu lieutenant le 1^{er} octobre 1913, a déjà des conceptions distinctes de celles de son supérieur en faisant prévaloir l'esprit d'offensive et la souplesse des mouvements.

Pendant la guerre de 1914-1918, après une blessure en Belgique, opéré à Paris, de retour au 33^{ème} régiment, il connaît la guerre des tranchées. Croix de guerre en 1915, promu capitaine, blessé et évacué, après des soins au Mont-Dore il revient dans l'Aisne.

En février 1916, son régiment est dirigé sur Douaumont, le général Pétain défend Verdun. Blessé par baïonnette, de Gaulle est fait prisonnier, soigné à Mayence puis interné en Westphalie. Après quelques tentatives, il réussit à s'évader en compagnie d'un autre officier mais les deux hommes sont repris près d'Ulm en novembre.

Le capitaine de Gaulle expose à ses compagnons les erreurs du haut-commandement au cours de conférences. De 1917 à 1918 il s'évadera 5 fois, sera repris et sanctionné de plus en plus sévèrement. L'Armistice du 11 novembre, s'il le remplit de joie, lui fait éprouver le «*regret indescriptible de n'avoir pas pris [à la guerre] la meilleure part*». 1919 est pour de Gaulle une année riche d'enseignements, de réflexion, d'expériences nouvelles.

En avril il est détaché en Pologne, instructeur des troupes aux prises avec l'Armée rouge, il est aussi à l'État-major des opérations et encadrement. Rattaché en 1920 au cabinet du Ministre de la guerre, sa conduite en Pologne lui vaut en 1921 une citation élogieuse. C'est aussi l'année de son mariage avec Yvonne Vaudroux, alors qu'il est professeur d'histoire à l'école St-Cyr.

Admis à l'École Supérieure de guerre en 1922, il en sortira en 1924 avec la mention minimale «*Bien*» à laquelle n'est pas étrangère l'affirmation de son indépendance d'esprit à l'égard des doctrines traditionnelles. Les années suivantes il publie, d'abord dans la "Revue militaire française", une contestation de l'enseignement de l'école de guerre, suivie de 3 leçons données dans cette école qui dressent contre lui la majeure partie de sa hiérarchie. On lui refuse un poste de professeur à cette école et il est mis à la disposition du général des troupes du Levant. Il sera chef des 2^{ème} et 3^{ème} bureaux de l'État-major à Beyrouth.

De retour en France en 1931, il sera plongé dans l'activité politique, administrative et technique du Secrétariat général de la Défense nationale, et en retirera le bénéfice de l'expérience vécue d'un haut niveau de décision. Outre des revues, il présente dans des ouvrages comme "Le Fil de l'épée" l'essentiel de sa pensée militaire ; son avancement n'est pas affecté, de commandant il passe au grade de lieutenant-colonel en 1933, année de la publication dans la Revue politique et parlementaire de "Vers une armée de métier" reproduite dans l'ouvrage paru en 1934, sans demander l'autorisation de ses supérieurs. Il lui vaut l'opposition du Haut-État-major, de Pétain, de Weygand, de Blum qui évoluera, mais l'adhésion de Paul Reynaud, Léo Lagrange ..., l'intérêt approbateur de quelques chefs qui ne s'expriment pas, tel le général Delestraint.

Devant la menace renouvelée de la puissance militaire allemande, par l'accession d'Hitler au pouvoir, il préconise «*un instrument de manœuvre préventif et répressif*» qu'est le

char d'assaut, employé dans un corps d'action autonome au service d'une stratégie offensive, essentiellement mobile afin d'exploiter en profondeur les percées réalisées. Cette thèse induit une professionnalisation d'une partie de l'armée. Une proposition de loi en mars 1935, dont il est l'auteur, défendue par Reynaud et Serre à la Chambre des députés, n'obtient pas le succès espéré.

En 1936, l'occupation de la zone démilitarisée de la Rhénanie sur décision d'Hitler, conduit le lieutenant-colonel de Gaulle à tenter de convaincre Léon Blum de créer d'urgence une armée blindée. Le Président du conseil peu convaincu développera la production des blindés mais sans l'autonomie d'un corps cuirassé, sans modifier les plans défensifs de l'État-major. En 1937, de Gaulle affecté au 507^{ème} régiment de chars à Metz, en prend le commandement par intérim et est promu colonel.

Après l'invasion de la Pologne, à la veille de la déclaration de guerre de la Grande Bretagne et de la France à l'Allemagne, il est nommé commandant des chars de la 5^{ème} armée, région d'Alsace-Lorraine, le général Delestraint est alors Inspecteur des chars. En janvier 1940, il est l'auteur d'une ultime tentative pour amener à ses vues 80 personnalités militaires et politiques, par un mémorandum intitulé "L'Avènement de la force mécanique" qui dénonce la passivité de l'État-major, l'engourdissement des troupes dans cette «drôle de guerre» où il ne se passe rien, prévoit l'offensive allemande et le désastre qui s'ensuivra.

En mars, Reynaud devient Président du Conseil, en mai, Churchill est 1^{er} ministre et le 21 mai de Gaulle deviendra général de brigade à titre temporaire.

Entre temps, le 10 mai, l'ennemi après avoir envahi le Danemark et presque toute la Norvège a déclenché son offensive générale. Le 16 mai, témoin consterné du triste cortège des réfugiés, éprouvé par le spectacle des soldats qui ont jeté leurs fusils et marchent vers le sud, obéissant lui apprend-on à l'ordre lancé du haut des Panzers «*Nous n'avons pas le temps de vous faire prisonniers*», furieux de constater que c'est l'ennemi qui a adopté sa stratégie, de Gaulle écrira «*Ce que j'ai pu faire par la suite, c'est ce jour-là que je l'ai résolu*» (2).

Et, homme d'action et de devoir, il contre-attaque au nœud routier de Moncornet, remporte deux succès à Laon et jusqu'aux abords d'Abbeville, où il reçoit l'ordre de rejoindre Paris ; en remaniant son gouvernement, Reynaud l'a nommé Sous-secrétaire à la Défense ... et le maréchal Pétain Vice-président du Conseil.

A Paris il constate que devant la perspective de la défaite, la scission se développe entre ceux qui veulent terminer la guerre en demandant l'armistice à l'ennemi et ceux qui s'y opposent ; parmi ces derniers, de Gaulle propose que le gouvernement et les services ministériels rejoignent l'Afrique du Nord. Reynaud qui entame le repli à Bordeaux semble l'accepter. De Gaulle part à Londres et s'emploie à convaincre Churchill de ne pas renoncer à l'accord franco-britannique du 28 mars au prix de garanties que la flotte française ne soit pas livrée. A Londres, il appuie un projet d'union franco-britannique que Churchill fait approuver par son gouvernement.

Le 10 juin, l'Italie entre en guerre, le 11 Paris se déclare "ville ouverte", le 14 les Allemands y entrent. A son retour, de Gaulle a appris la démission de Reynaud mis en minorité par l'intervention de Weygand, chef des armées appuyé par Pétain ; il fait partir sa famille en Angleterre par le dernier bateau à quitter Brest.

Nouveau chef du gouvernement, le maréchal Pétain demande l'Armistice le 17 juin 1940, de Gaulle s'envole pour Londres.

II. **FEMMES AGENTS SECRETS**

MISSION n°1 : récit d'Annie BUREL (1^{ère} partie)

J'étais la seconde fille d'une famille de 5 enfants et nous habitions dans la maison blanche à étages située à l'angle de la rue de Mellac et de la place des Ecoles, à Quimperlé. La maison s'élève au même emplacement, toujours blanche, mais les lieux ont changé depuis que l'Ecole Primaire Supérieure a été supprimée et remplacée par le Lycée de Kerneuzec.

L'E.P.S. conduisait au Brevet Supérieur, en 3 ans après le Brevet Élémentaire, comme dans les Ecoles normales d'Instituteurs ou d'Institutrices. Anna Guillemot ma mère était concierge de l'Ecole. Mon père, ajusteur, travaillait à l'Arsenal de Lorient et s'y rendait chaque jour.

J'avais 18 ans en 1942 – j'en paraissais 16 – quand ma mère m'annonça que Mademoiselle Queffurus, l'Économe de l'E.P.S. désirait me parler. Je me demandais ce qu'elle avait à me dire puisqu'elle venait fréquemment à la maison parler à ma mère et à Mlle Le Bars, la modiste de la rue Savary, dans une pièce à l'arrière ; elle aurait déjà pu le faire, me semblait-il.

Mlle Queffurus, après m'avoir expliqué que beaucoup de Français n'acceptaient pas la défaite, ni la complicité du gouvernement, ni la présence d'armées étrangères qui faisaient la loi et, devant mon évidente approbation, me demanda si je ne voulais pas aider ces Français patriotes. J'étais prête à le faire et me mis aussitôt à sa disposition, trouvant cela tout naturel. Mlle Queffurus me fit de nombreuses recommandations, dont la discrétion absolue, y compris à l'égard de tous les membres de ma famille. Je devais apporter des documents importants chez un sculpteur parisien, M. René. Iché, de qui je devais retenir le nom et l'adresse sans jamais les écrire.

J'ai pris les «papiers» chez M. Lenogré, prothésiste dentaire, en présence d'un autre homme inconnu, silencieux, que je n'ai plus revu ; est-ce lui qui les avait établis ? J'ai su après la Libération, que c'était les plans détaillés de l'intérieur de la base des sous-marins de Lorient. Conformément à la consigne, mon père était tenu dans l'ignorance de mon engagement, il se douta de nos activités, mais sa discrétion facilita la nôtre.

Généralement, j'ignorais moi-même ce que je transportais et à qui je pouvais avoir affaire. J'ai vite compris que ce que l'on a appelé «le cloisonnement» protégeait la vie de chacun de nous, et que moins on en savait, meilleure était la protection de tous.

Je conserve le souvenir très vif de ma mission, fertile en émotions, c'était le première ! D'autres suivirent dans le Finistère sud et le Morbihan, notamment à Malestroît plusieurs fois. Le jour fixé, j'ai pris le train de nuit Quimper-Paris, munie de ma petite valise qui ne contenait que ce qui était nécessaire pour un court séjour, en principe chez ma cousine qui m'invitait ; les documents étaient sur moi, dans une pochette à même le corps. J'étais calme, plutôt reconnaissante à Mlle Queffurus, Mlle Le Bars, M. Lenogré, de la confiance qu'ils m'avaient témoignée et donc, après Vannes ... je m'endormis. Je fus réveillée par le freinage aigu du train qui s'arrêta dans une obscurité totale, aussi bien dans les wagons qu'au dehors.

Mes voisins s'étonnaient : «*Ce n'est pas encore la gare de Questembert ...*» mais aussitôt des accents trop connus retentissaient sur les voies, suivis de l'entrée de soldats allemands dans les wagons, fusils ou pistolets pointés sur les voyageurs qu'ils éclairaient de leurs lampes-torches.

Au bout du wagon, je pouvais voir un gradé qui s'attardait longuement sur chaque visage de gens, debouts dans le couloir, qui n'avaient pas trouvé de place assise. Tout se

déroulait dans le noir et un silence angoissant, troublé par l'ordre de se lever à tour de rôle, quand le gradé passait dans le compartiment. Quand il entra dans le nôtre, j'avais compris qu'on recherchait quelqu'un dont les Allemands avaient le signalement, et je me disais «*Tout ça c'est pour moi ! C'est moi qu'ils cherchent !*» Pendant que les yeux fermés, les bras croisés sur mes précieux documents, je laissais scruter mon visage, je me composais une apparence neutre, impassible. Mais quel soulagement quand ce fut le tour du voisin. Au terme de leur vaine inspection, ils passèrent au wagon suivant. Je ne sais s'ils ont trouvé le "recherché", on ne distinguait rien à l'extérieur. Le train reparti, je n'ai pu retrouver le sommeil, mais nous sommes arrivés à Paris sans autres ennuis.

Le domicile de mon correspondant n'était pas loin de la gare Montparnasse. M. Richier et sa femme m'attendaient. C'étaient des gens aisés, tout à fait charmants ; ils m'offrirent un bon petit déjeuner en déplorant de ne pouvoir me donner du beurre breton car ils en manquaient beaucoup et rencontraient de graves problèmes d'approvisionnement. Débarrassée de mes papiers compromettants, je suis resté bavarder avec la dame tandis que M. Richier s'isolait dans une autre pièce ; il en revint bientôt me disant qu'il me confiait des documents à rapporter ... demain, car il fallait qu'aujourd'hui je me repose.

Le lendemain, l'enveloppe qu'on m'avait remise avait pris la place de la précédente ; je me répétais mes nouvelles consignes : «*Prendre le train de Quimper mais descendre à Auray. A la gare prendre la correspondance pour Pontivy. Aller de la gare de Pontivy au jardin public situé devant le Collège. S'y promener comme en flânant et repérer le Monsieur qui m'attendra. Il aura à la main un journal dont je pourrai lire le titre, l'Œuvre. Si absent, rejoindre Quimperlé.* » Car je ne connaissais ni l'identité ni l'adresse des destinataires de mon enveloppe.

Le voyage se passa très bien, ... jusqu'à Auray et là, gros ennui, le train avait pris du retard, il n'y avait pas de correspondance pour Pontivy. Après un moment de désarroi, je décidai de faire du stop, il fallait absolument être arrivée avant le soir. Valise à la main, j'ai atteint la route de Pontivy et commencé à faire des signaux. Il n'y avait pas la circulation que l'on connaît maintenant et je trouvais le temps long. Deux véhicules s'étaient arrêtés, leurs conducteurs n'allaient pas à Pontivy.

Puis arrive à ma hauteur un camion bâché et le voisin du chauffeur me demande : «*Où allez-vous Mademoiselle ?*» C'était un camion allemand. Je ne pouvais pas reculer. Il transportait des Todt, ces travailleurs à qui l'on donnait le nom de l'entreprise hitlérienne qui les employait. Ils furent très courtois pour cette petite jeune fille qui avait raté sa correspondance et demandait qu'on veuille bien la déposer à la gare, ce qu'ils firent en recevant un flot de remerciements. Comme il n'y avait pas eu d'arrêts, j'arrivais en avance au jardin du Collège. Là, conformément aux instructions, j'admirais les fleurs en louchant à droite et à gauche.

Le jardin était beau et d'autant plus tranquille qu'il n'y avait qu'un seul visiteur en dehors de moi. J'ai fait le tour d'un parterre en me rapprochant de lui, il avait bien un journal en main mais le tenant dans le dos, je ne pouvais rien lire. Alors je suis allée lui demander l'heure, le journal passa devant, c'était L'Œuvre. Moment mémorable qui me faisait oublier les déboires du matin. Et ce n'était que le début d'une journée bénie, car après avoir sonné au domicile où je venais d'être conduite par mon guide souriant, dès la porte ouverte ce furent des exclamations de joie partagée ; je retrouvais M. et Mme Dervieux, professeurs à Quimperlé avant de l'être à Pontivy.

La journée se passa agréablement, chacun se trouvant en confiance, en dépit de l'absence de présentation de mon guide qui plusieurs fois me sourit avec bonté, hochant la tête en disant : «*Si jeune ! Si jeune !*». On l'appelait par un prénom dont je pensais qu'il n'était pas le sien ; la déférence dont l'entouraient M. et Mme Dervieux, le fait que ce soit lui

qui proposa d'aller examiner les documents que j'avais rapportés à M. Dervieux dans la pièce à côté, me laissaient supposer qu'il était un personnage important. Je me gardais bien sûr de toute question.

Je n'ai connu son identité qu'à la libération de la Bretagne en 1944 ; c'était mon Chef supérieur, fondateur du réseau «Cohors-Asturies» auquel j'appartenais : Jean Cavaillès, universitaire et combattant déterminé.

A mon retour, j'ai rendu compte à Mlle Queffurus des péripéties de ma mission ; elle avait demandé à ma mère de l'avertir de mon arrivée, pleine d'angoisse sur mon sort et enfin rassurée. De ces jours date mon enrôlement homologué au réseau quimperlois avec ma mère, mon frère Louis, Mlle Le Bars, M. et Mme Lenogré, Quémeneur brigadier-chef des Eaux et Forêts, les charcutiers de la rue Brémond d'Ars : M. et Mme Barbier, Le Noc maraîcher. Un ancien élève de Cavaillès et comme lui philosophe, Jean Gosset, dirigea le réseau en l'absence de son créateur.

L'équipe «CHRISTOPHE» : récit de Marcelle JEGO, épouse Guymare (1^{ère} partie)

Mes parents tenaient le café du Musée, adossé aux remparts du château d'Hennebont, juste avant le porche qui donnait accès au Musée ; il a été détruit par l'artillerie ennemie à l'arrivée des Américains en août 1944. Ce fut un beau feu d'artifice avec les munitions cachées. Il n'a pas été reconstruit. J'y ai passé les années de la guerre en aidant mes parents ; il était fréquenté par les gens du pays et aussi par les marins et soldats allemands.

Un jour, Pierre Ferrand m'a proposé de le renseigner sur tout ce qui concernait les militaires de la Kriegsmarine et de la Wehrmacht. J'ai aussitôt accepté. J'ai vite fait des progrès dans cette activité car j'avais un atout majeur gardé secret. Il m'avait été appris par une religieuse autrichienne, sœur Marguerite, qui avait dû s'exiler avec l'Ordre des Ursulines, sitôt l'*Anschluss* prononcé en 1940 ; elle avait trouvé refuge en l'Institution où je préparais mes examens et m'avait enseigné la langue allemande.

Pierre était extrêmement discret sur ses propres activités et c'est peu à peu que j'ai compris que j'étais membre d'un groupe dont j'ai connu le nom plus tard. Au cours de circonstances ou de missions imprévues, j'ai rencontré mes camarades ; ils n'utilisaient pas entre eux leurs noms de code. Pierre Ferrand «Gaby» est resté Pierrot, Mathieu son frère et Renée sa fiancée faisaient partie du groupe d'Hennebont ainsi que le chirurgien Emile Abraham, Louis Avry tué en 1944, les cheminots Armand Bardu et Paul Roy, aussi Louis Belzic, Yves Le Gal, Jean Laouenan, «Yves» en principe c'était Jean Simon, toujours calme dans l'action aussi déterminé que modeste, le docteur Ferdinand Thomas qui transportait des explosifs entre ses visites. Moi, j'étais «Micheline».

S'y ajoutaient ceux des communes proches : Jean Morvan et son ami Roger Vinet de Quiberon qui nous a rejoints pour organiser les maquis, Le Métayer, Moyzant, d'autres que je n'ai pas identifiés. Je ne posais jamais de question. En tout, nous étions une bonne vingtaine de membres très engagés.

Nous savions «Christophe» en relation avec un commandement supérieur, son autorité était naturelle et aimable, l'appellation d'«équipe Christophe» s'est imposée ... et nous est restée. Pour revenir à ma participation, les renseignements demandés ont été largement fournis. J'ai fait connaître les N° des U-boote, à leur arrivée et souvent avant leur départ, les mouvements de troupes. Je ne crois pas avoir éveillé la méfiance des Occupants, ni ma mère en les servant. Nous tenions mon père à l'écart, ça valait mieux ! Ils eurent à notre égard cette

réflexion : «*Elles ont leur fierté nationale*». Une fois pourtant un marin lança aux autres : «*Attention ! elle comprend l'allemand*». Impassible, comme indifférente à leurs propos, je continuais à servir en donnant le change. Au retour de permission, ils parlaient des bombardements en Allemagne, parfois sans nouvelles des leurs.

J'ai pu constater la démoralisation qui gagnait des militaires de tous grades. Un jour, quatre officiers de la Wehrmacht exigèrent de consommer dans notre salle à manger et, sans joie, ils burent beaucoup. En sortant, ils visèrent au revolver la rangée des bouteilles sur les étagères du café ; ma mère s'interposa et les calma ... ils avaient arrosé leur départ pour la Russie.

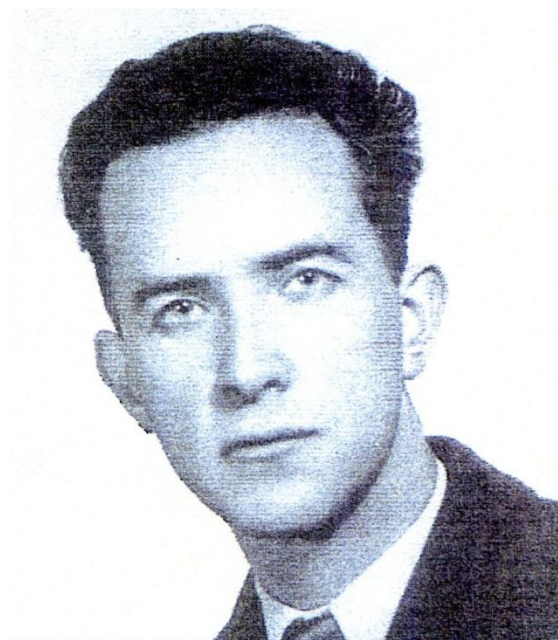
J'ai ajouté à ce rôle celui d'agent de liaison ; à bicyclette à Vannes, j'ai souvent apporté des messages, toujours dans la même boîte aux lettres, sans jamais rencontrer leur destinataire.

Au début de 1943, l'engagement de notre groupe a pris une autre tournure, «Christophe», après un stage, nous a appris la préparation des explosifs, leur emploi fut confié aux hommes. 1943 a été l'année du Service du travail obligatoire (le S.T.O.), obtenu facilement de Vichy par les dirigeants allemands. Il a fallu penser au sort des «Réfractaires» devenus hors la loi, à leur protection, à la mise en place de refuges qui précédèrent les «Maquis». En 1944, la lutte est devenue plus dure, les dangers plus grands, la répression accentuée.

A cette époque, je transportais des armes dans les sacs de ma bicyclette. Un jour j'ai eu beaucoup de chance ; je devais apporter rapidement un revolver hors d'Hennebont. Arrivée près du pont, je vois les Allemands en contrôler l'accès. Plusieurs très jeunes filles sont à l'entrée, je leur demande de m'accompagner, quoique surprises elles acceptent, je me fonds au milieu du groupe rieur, vélo à la main ; les soldats nous invitent à passer ... sans nous contrôler. J'avais déjà évité des Feldgendarmes à Brandérion en les gratifiant, sans ralentir, d'un trompeur «*Guten morgen !*»



Jean CAVAILLÈS



Jean GOSSET

III. **COHORS – ASTURIÉS : activités dans le Morbihan et le Finistère**

«Frontière étroite de la clandestinité, où les impératifs du combat souterrain muriaient chacun dans le champ clos de ses activités, telles des taupes creusant chacune leur galerie, poursuivant inlassablement le même but, farouchement, obstinément, proches les uns des autres, et cependant condamnés à s'ignorer.»

Jacques Debu-Bridel – Conseil national de la Résistance.

Parmi les impératifs du combat clandestin, mené contre un ennemi implacable, disposant d'un service spécialisé dans la traque des opposants depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le secret observé a privé les acteurs de la connaissance de l'identité des chefs, de ceux qu'ils rencontraient, du nom de leur réseau, conditions qui les ont conduits parfois à appartenir à plusieurs groupements à la fois. Ce n'est qu'à la libération du pays que les langues ont pu se délier, les historiens et les journalistes enquêter et écrire librement, consulter plus tardivement les Archives des belligérants.

L'impératif de sécurité a rendu rares les notes personnelles, la chronologie des faits souffre de lacunes, la priorité est donc donnée aux témoignages écrits d'acteurs, tels ceux de la sœur aînée de Cavaillès, Gabrielle Ferrières et de son mari, premiers recrutés d'un groupe réduit de gens influents, ou de témoins vivants du réseau «Cohors», acteurs bretons modestes mais non moins méritants.

Les activités du réseau sont ici relatées dans le cadre géographique limité de la Bretagne.

«La seule chose qui m'ait vraiment fait peur pendant la guerre, c'est le péril sous-marin.»

(W. Churchill)

La base des sous-marins allemands de Lorient, la plus importante de la façade atlantique, est à l'origine de travaux défensifs considérables, provoquant un «renseignement» constant aux Alliés, assuré par les agents des réseaux, doublé d'une «action immédiate» aux formes variées : tracts, agressions et surtout sabotages, s'achevant par l'organisation de Volontaires armés.

COHORS et Jean CAVAILLÈS :

A temps exceptionnels, gens exceptionnels qui ne se considèrent pas comme tels.

Jean Cavaillès, né en 1903 à Saint-Maixent est fils d'officier. Après des études à Bordeaux, il prépare à Paris l'entrée à l'École normale supérieure, y est reçu 1^{er} en 1923. Agrégé de Philosophie en 1927, il possède aussi la Licence de Mathématiques. En 1930, il bénéficie d'une bourse Rockefeller et séjourne une année en Allemagne, pour sa thèse de Doctorat. Quelques années après, il y retourne et comprend l'inhumanité du régime nazi. Maître de conférences à la Faculté de Strasbourg en Philosophie générale et Logique, il est mobilisé. Lieutenant en 1940, il est fait prisonnier, s'évade et rejoint à Clermont-Ferrand sa Faculté repliée.

Sa rencontre avec Pineau et d'Astier de la Vigerie auxquels le présente Lucie Aubrac, sa participation au journal «Libération», en font un des fondateurs d'un mouvement du même nom en zone vichyste. Nommé à la Sorbonne en 1941, il est co-opté au comité directeur du mouvement que crée Christian Pineau en zone occupée. Les appellations Libération-Nord et Libé-Sud apparaîtront plus tard.

«En moins de trois mois, Cavaillès réussit à mettre sur pied une organisation solidement implantée en Normandie, dans la vallée de la Seine, en Bretagne, en Charente et

en Gironde. En outre, par ses contacts avec « La Voix du Nord » il collecta des informations de grande valeur sur le Nord et le Pas-de-Calais.» (étendues aussi à la Belgique)

Passy (3)

Jean GOSSET

Ancien élève de Cavaillès, il est professeur de Philosophie à Brest en 1938, puis à Vendôme. Démobilisé il y revient jusqu'en juillet 1941, sa détermination à résister à l'occupant lui fait demander sa mise en congé. Il a des amis en Bretagne, rencontrés en 1938 à Roscanvel, dans un colloque de la revue catholique «Esprit», Marie Queffurus, M. et Mme Dervieux. En vacances chez ces derniers, il tente de recruter à Brest en 1941, en vain ; poursuivi, il se réfugie à l'E.P.S. de Quimperlé, chez l'économiste Mlle Queffurus qui lui donne son accord, comme les Dervieux, puis Mlle Le Bars. Tous étendent leur mouvement à des gens sûrs.

En février 1942, il rencontre Cavaillès, entre dans son réseau en apportant les recrues bretonnes, parmi elles Yvonne Queffurus sœur de Marie, restauratrice à Concarneau. Mlle Le Bars a eu l'accord de son oncle Kervahut, instituteur qui recrute à son tour ; il en va de même à Pontivy avec les Dervieux. L'extension atteint Hennebont, Baud, Lignol, les régions de Quimperlé et de Quimper.

Le B.C.R.A.

Gabrielle Ferrières a écrit que son frère avait rencontré plusieurs fois de Gaulle. A Londres, il aura pris contact avec le colonel Dewavrin qui, sous le pseudonyme de «Passy», recevait depuis 1940 les messagers de France et les informations écrites ou par radio de la métropole.

D'abord nommé par de Gaulle chef du 2^{ème} Bureau, Passy prendra une importance accrue ; l'évolution des appellations : Service de renseignements (S.R.), Bureau central de renseignements et d'action militaire (B.C.R.A.M. ou plus communément B.C.R.A.) suit le déroulement des événements et l'extension des responsabilités.

Le B.C.R.A. fonctionne en relation étroite avec le Ministère anglais de la Défense, sa dépendance tient aux conditions qu'imposent les événements ; les Anglais seuls en lutte depuis 1940 sont seuls en mesure d'assurer les liaisons radio, les parachutages et retours des agents secrets, le passage par sous-marins des chefs résistants et ralliés à de Gaulle. L'accord conclu avec Churchill, la vision d'avenir clairvoyante de De Gaulle, sa volonté inébranlable, la détermination et l'intelligence de Passy permettront progressivement d'assurer une relative indépendance de la France libre. Ce sera plus difficile encore sur le plan militaire.

Un adjoint, érudit, Stéphane Hessel, choisit souvent les noms par référence à l'Histoire militaire romaine ou grecque :

« Cohors-Asturies » était la Légion romaine occupant le nord de l'Espagne, les Asturies comprises.

« Phalanx », cher à Pineau, est bien entendu « phalange », corps combattant en rangs serrés, comme les doigts d'une main le sont avec le même mot.

« Manipule », dans le même esprit est emprunté au latin *manipulus* (de *manus* = main), stratégie de soldats romains agissant en groupe compact.

« Phratie » vient du grec en perdant son sens étymologique, pour le remplacer par fratrie, ensemble des frères et sœurs ... sous entendu : de combat.

L'importance prise par Libération-Nord conduit ses fondateurs à vouloir connaître les priorités du Chef de la France libre, et aussi à lui faire savoir leurs difficultés financières et de

liaison. Leur tentative d'embarquement pour Londres échoue, ils sont arrêtés près de Narbonne par la Police française en septembre 1942. Condamnés par le Tribunal militaire, dirigés vers un camp par train, à Toulouse, Pineau s'échappe au départ, Cavaillès est interné ... Il occupe sa détention à écrire un mémoire, réédité en 1997 sous le titre «Sur la logique et la théorie de la science». Le général de Lattre de Tassigny autorise ses amis à lui apporter des ouvrages de référence. Aidé par un ouvrier communiste, il s'évade en janvier 1943 et rejoint Paris. Peu après, il est révoqué par Vichy, change de nom et d'aspect. En son absence, Jean Gosset a assuré la direction des tâches.

COHORS et le renseignement en 1942

Cavaillès a reçu des consignes visant à éclairer l'Amirauté sur ce qui se passe à Lorient. En mars 1942, Gosset informe Mlle Queffurus qu'elle doit se renseigner sur un câble qui semble devoir relier Groix à Lorient. Réponse : sans doute un câble téléphonique, il entre dans le dispositif qui va permettre au Commandement allemand d'être relié à tous les postes défensifs de la base.

Les abris bétonnés I et II, pour la réparation et l'armement des sous-marins, ont été édifiés sans riposte décisive et le gigantesque n°III donnant directement sur la rade et la mer est commencé, la menace s'accroît. Plusieurs services secrets font parvenir différents plans à Londres, permettant d'établir des recoupements ou d'apprécier l'évolution des chantiers et de la main-d'œuvre mobilisée.

La jeune Agent RK 114 participe à cette tâche essentielle avec succès et rencontre Cavaillès à Pontivy, sans savoir qu'il est son chef supérieur.

Jean Gosset vient plusieurs fois à Quimperlé et met en place les antennes locales qui, en permanence, obtiennent des renseignements sur les trains de troupes, les travaux côtiers, le nouvel aérodrome de Lann-Bihoué, la base de Lorient, son alimentation électrique, les machines utilisées.

A la Pentecôte, Yvonne Queffurus lui procure un *Ausweis* qui lui permet de circuler sans risques dans la zone côtière interdite ; elle achève la constitution de son groupe concarnois. Le Docteur Nicolas en est l'animateur et obtient le plan des défenses côtières de Bénodet au Pouldu.

F. Dubout, ouvrier qui travaille à Lann-Bihoué et rentre le soir à Quimperlé, remet le plan de l'installation électrique extérieure de l'aérodrome à Mlle Queffurus. Plus tard, celle-ci fera partir le plan de situation des fortifications côtières du Pouldu à Larmor-Plage.

A Pontivy, Maurice Dervieux a recruté d'anciens élèves ; ils relèvent les coordonnées des postes de tir de la Flag, la défense contre avions, d'Hennebont à Pontivy, transmises à Londres.

Les Anglais exploitent les renseignements fournis et font la guerre sur plusieurs fronts. Un raid audacieux organisé par mer dans la nuit du 28-29 mars 1942, conduit un navire chargé d'explosifs sur la porte-écluse du bassin de Saint-Nazaire qu'il éperonne. La grande forme est mise hors d'usage, les cuirassés ennemis qui y étaient réparés sont dans l'impossibilité de continuer leurs missions dans l'Atlantique, ils finissent par se réfugier dans les fjords nordiques, inutiles.

L'amiral Dönitz et son État-major jugés menacés doivent quitter Kernevel pour Paris.

La densité des industries provoque des perturbations permanentes dans les échanges radio ; ils partent s'installer à Pignerolle, près d'Angers, succédant au gouvernement polonais qui a rejoint Londres depuis 1940.

IV. **De la France libre à la France combattante**

«Le général de Gaulle prit immédiatement son parti. Il n'eut jamais d'hésitation sur la ligne de conduite à suivre. Contre l'ennemi, les vraies possibilités immédiates étaient les territoires français d'Outre-mer, qui renforceraient l'Allié : l'Empire britannique, donneraient à la France libre le support territorial qui la rendrait suffisamment indépendante vis à vis de cet allié et d'où partiraient des actions qui seraient un exemple pour la Nation momentanément impuissante.»

Edgar de Larminat (4)

Londres

Dès son arrivée à Londres, de Gaulle obtient de Churchill la liberté de parler à la B.B.C. – la radiodiffusion britannique – et le lendemain 18 juin, il lance un appel argumenté aux Français. Il parle en chef de guerre qui invite les militaires, ingénieurs et techniciens se trouvant en territoire britannique, ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec lui.(5) Le lendemain l'invitation est renouvelée, plus pressante, débordant la métropole. Il parle alors *«d'un gouvernement tombé sous la servitude et dit avoir conscience de parler au nom de la France.»*(6)

Il vient de *«hisser les couleurs»* avant le combat permanent qu'il mènera en dirigeant, militairement d'abord des compagnons d'armes, puis des civils qui se rallieront, finalement tous ceux qui participeront au renversement de la situation et à la libération du pays.

Encore ignorait-il les conditions de l'armistice signé par Pétain la semaine suivante, le 24 juin, dans le wagon où fut signé celui de 1918 et où d'emblée le maréchal Keitel avait précisé que *«les dispositions fondamentales en étaient inaltérables et qu'elles devaient être acceptées ou rejetées en bloc»*. Parmi ces dispositions : la France partagée en 2 zones dont l'une était occupée, l'Alsace et le Nord zones interdites, l'extradition d'émigrés qui avaient bénéficié du droit d'asile et qui pour Keitel *«étaient des fauteurs de guerre, des traîtres allemands»*, l'interdiction à tous les ressortissants français de reprendre les armes contre l'Allemagne, les frais d'entretien des armées d'occupation couverts par un versement de 400 millions de francs par jour ... L'Allemagne acceptait *«pour une période transitoire»* une armée d'armistice en zone non occupée de 120 à 130.000 hommes et s'engageait à ne pas s'emparer des navires de guerre que le gouvernement français devait désarmer dans les ports d'attache.

Plus d'un million d'hommes faits prisonniers le restaient, susceptibles d'apporter une main d'œuvre gratuite dans l'économie du Reich.

Les appels à le rejoindre n'apportent à de Gaulle que quelques centaines de volontaires recrutés chez les militaires stationnés au Royaume-Uni, parmi eux des officiers dont le grade dépasse rarement celui de capitaine, un vice-amiral : Muselier qui ajoutera au pavillon des navires la croix de Lorraine, des capitaines de Corvette, tel d'Argenlieu, puis les rapatriés de Narvick : Koenig, Dewavrin promu chef des services secrets dont il ne connaît rien (futur colonel «Passy») ... et aussi des civils de valeur : René Pleven, ancien collaborateur de Jean Monnet, René Cassin professeur de Droit et principal juriste de la France libre.

Des appuis précieux viendront de l'extérieur : le général Catroux, gouverneur de l'Indochine qui, bien que d'un grade supérieur, se mettra à la disposition du chef de la France libre, le colonel de Larminat chef d'État-major de l'armée du Levant, autre rebelle mis aux arrêts, évadé qui fera connaître son ralliement, un bataillon colonial stationné à Chypre, puis des gens de tous âges et conditions, les uns traversant la Manche comme les hommes valides de l'Île de Sein, d'autres l'Espagne, des aviateurs atterrissant à Gibraltar ... tous résolus à continuer la lutte.

Certains préfèrent rester inactifs en Grande-Bretagne quand leur fortune ou leur profession le permettent et fournissent des «stratèges de café» ou, faisant plus confiance à Pétain et Darlan rejoignent les Etats-Unis ; parmi ces derniers se distinguèrent des ennemis politiques de De Gaulle, à qui de grands journaux ouvrirent leurs colonnes. Enfin, il y avait bon nombre de sceptiques et parmi eux l'État-major britannique.(7)

Le 28 juin 1940, Winston Churchill et son gouvernement reconnaissent *«le général de Gaulle comme chef de tous les Français libres, où qu'ils se trouvent, qui se rallient à lui pour la défense de la cause alliée»*. R. Cassin et de Gaulle préparent un texte plus large, plus précis, qui va engager les deux parties dans la poursuite de la guerre, en définissant les conditions militaires qui les lieront, la propriété des armements, le statut des volontaires, le règlement des dépenses et leur contrôle. C'est l'accord du 7 août.(8) Les lettres, alors secrètes entre les deux hommes, sont significatives de la vigilance du général pour tout ce qui touche à l'indépendance de la France et à son honneur.

Il en sera ainsi constamment, de Gaulle se montrera a priori méfiant, pointilleux sur les questions de principe, intraitable en général en cas de désaccord ou de crise ; il s'en produit aussitôt une très grave.

Le 3 juillet, la flotte britannique attaque l'escadre française au mouillage à Mers El-Kébir, faute de répondre à un ultimatum. Il y a 1297 victimes. Dans les ports anglais, les marins français sont délogés de leurs vaisseaux, puis internés. La capacité offensive de la flotte est une obsession du gouvernement britannique qui redoute qu'elle ne tombe aux mains des Allemands ... et Churchill dira par la suite qu'il fallait *«montrer jusqu'à l'évidence que le cabinet de guerre britannique ne redoutait rien et ne reculerait devant rien.»* (entretien avec F. Mauriac)

A Alexandrie, en présentant le même ultimatum, l'amiral Cunningham avait obtenu sans brutalité la neutralisation des vaisseaux, par le vidage du mazout et le dépôt à l'ambassade de France des culasses des canons. Cette flotte reprendra sa liberté d'action en 1943 pour continuer la guerre aux côtés des alliés.

Le 8 juillet, dans un discours radiodiffusé, de Gaulle exprimait sa douleur et sa colère mais concluait *«nos peuples, nos deux grands peuples demeurent liés l'un à l'autre. Ils succomberont tous les deux ou bien ils gagneront ensemble»*(9) *«... Le devoir consistait toujours à poursuivre le combat.»* (Passy)

Le recrutement des volontaires s'en trouva momentanément compromis. Fin juillet les effectifs des ralliés étaient d'environ 7000 hommes.

L'Afrique

Dès qu'il est en mesure d'assurer leur transport, de Gaulle envoie en Afrique René Plevin, le lieutenant Hettier de Boislambert, Parant, et au moment du départ, un rescapé de la bataille de France, blessé qui a traversé l'Espagne, le capitaine Philippe de Hautecloque «Leclerc». Leur mission est de préparer le ralliement du Tchad, du Cameroun, de toute l'Afrique équatoriale française et secrètement l'arrivée de De Gaulle à Dakar. Ils rejoignent Edgar de Larminat.

Le 28 août, le Gouverneur du Tchad, Eboué, et le colonel Marchand proclament l'adhésion du territoire entier à de Gaulle. C'est le point de départ du «support territorial» d'où tout partira, à commencer par le Cameroun et l'Afrique équatoriale française.

Le colonel Leclerc traversera le désert pour vaincre les Italiens à Koufra en 1941 ; il y prononcera le serment de libérer Strasbourg. Sous commandement anglais, Koenig s'illustrera en juin 1942 à Bir Hakeim, en résistant et en rompant l'encerclement des troupes de Rommel qui visait le canal de Suez.

Par contre, au Maroc le général Noguès obéira à Vichy et l'opération sur Dakar sera un échec. Churchill a suggéré à de Gaulle une intervention militaire importante que le général n'a pu refuser. Une brume persistante au moment du débarquement, la présence d'une escadre qui a franchi le détroit de Gibraltar, signalée sans que l'information soit transmise à l'amiral Cunningham, provoquent des tirs hostiles et malgré l'insistance de Churchill, de Gaulle puis Cunningham doivent se retirer. Les pertes anglaises seront reprochées à Churchill par son Parlement.

Le général à Mme Y. de Gaulle :

«Pour le moment tous les plâtras me tombent sur la tête.»

En septembre 1940, les ralliements proviennent du Gabon, de Tahiti (pour de Gaulle 5564 voix – pour Pétain 18 voix). Le Gouverneur des établissements français de l'Inde se range aux côtés du général, de même que les Anciens combattants de St-Pierre et Miquelon (10). L'administration gaulliste suivra après l'appui, sur ordre, de Muselier.

La Métropole et les liaisons

«La France continue une guerre de Trente ans. Victorieuse en 1918, elle est restée à la pointe du combat et ses frontières ont constitué le premier bastion que devait prendre l'ennemi désireux d'établir sur le monde son hégémonie totale ... l'esprit de résistance doit renaître.

Il faut que la France reste présente toute entière au combat pour recueillir les fruits de son long sacrifice car, la première elle connut la souffrance, et le tribut du sang qu'elle versa fut de beaucoup le plus lourd».

De Gaulle, cité par Passy (11).

En métropole, dès les premiers jours de l'occupation des actes isolés sont significatifs *«d'un esprit de résistance»*. Des graffitis, des tracts, des appels, puis des agressions viendront le confirmer. Mais cet esprit est minoritaire, la grande masse des Français approuve l'armistice, confiante envers le maréchal Pétain dont le prestige est alors important.

Ce n'est que par petits groupes d'amis, par relations familiales ou professionnelles que se constituent de réels noyaux de résistance dénonçant la politique de collaboration et visant progressivement, à une lutte multiforme qui associera les sabotages à l'information des alliés.

Roger Leroux dans *«le Morbihan en guerre»* souligne le caractère immédiat, la dispersion, mais aussi la multiplicité de ces groupements qui seront *«officialisés»* en 1942 quand de Gaulle voudra engager la population civile dans le combat qu'il dirige et coordonner l'action des réseaux.

Quelques noms seront retenus par l'Histoire : Stoskopf, ingénieur du Génie maritime, Jean Duplessis de Grénédan commandant transformé en agent de contrôle du ravitaillement ; ils font passer d'importantes informations par des complices de l'Armée d'Armistice de Vichy, versées ensuite à l'ambassade des Etats-Unis. Enfermés dans des Camps de la mort, ils ne connaîtront pas la Libération. Gilbert Renault, parti de Lorient le 18 juin puis du Verdon, est dès la mi-juillet chargé par Passy de constituer un réseau : ce sera la *« Confrérie Notre-Dame »* et lui-même deviendra le colonel *«Rémy»*, insaisissable.

Le premier fusillé de Paris a été le morbihannais Jacques Bonsergent, intervenu pour séparer un sous-officier allemand ivre et un jeune marié qui défendait son épouse. Emprisonné alors que ce n'est pas lui qui a frappé l'Allemand, qu'il le sait bien ainsi que ses juges, il ne livrera pas le nom qu'on lui demande, même au prix de sa vie qu'on lui offre avant l'exécution, le 23 décembre 1940.

Estienne d'Orves et son opérateur radio débarqués à Plogoff sont à Port-Louis le 23 décembre. Le réseau «Nemrod» se constitue sur 3 secteurs : Nantes, Vannes, Lorient. Trahi par Geissler son radio, agent de l'Allemagne, Estienne d'Orves et deux amis sont arrêtés le 21 janvier 1941 et exécutés au Mont-Valérien le 29 Août, sept autres inculpés seront déportés.

Une foule de noms sont moins connus : ceux des cheminots d'Auray, ou des modestes agents qui assureront le succès des réseaux, plus tard ceux des cultivateurs sans qui les «maquis» n'auraient pu exister, des isolés qui préviennent ou cachent, peut-être une seule fois mais celle qui sauve une vie.

Anonymes également les radios du B.C.R.A. victimes en métropole de la détection radiogoniométrique par camion. Tourmenté par leur sort, Passy offrira plusieurs fois sa démission «faute de moyens», toujours refusée. De Gaulle obtiendra des postes émetteurs légers, transportables, faciles à dissimuler en cas d'alerte ainsi que la formation appropriée des agents (12).

L'entrée en guerre des Etats-Unis contre le Japon le 7 décembre 1941, suivie de la déclaration de guerre par Hitler le 11, le recul allemand en U.R.S.S. sont autant de facteurs décisifs dans la certitude de la victoire. Néanmoins, la politique de Roosevelt qui pense qu'on peut y parvenir avec le concours du gouvernement de Vichy contrecarre la tâche de De Gaulle ; celui-ci voit en outre que Churchill est moins libre dans le soutien qu'il lui apportait. Il semble suivre l'opinion du Président des Etats-Unis qui refuse – et refusera jusqu'en octobre 1944 – de reconnaître la légitimité du Chef de la France libre.

Au plan national, des personnalités remarquables émergent : Jean Moulin – que les Anglais essaient de faire entrer dans leurs services – rencontre le général le 25 octobre 1941. Le 1^{er} janvier 1942, parachuté dans le midi il «*emportait mon ordre de mission l'instituant comme mon délégué pour la zone non occupée de la France métropolitaine et le chargeant d'y assurer l'unité d'action des éléments de la résistance.*» Parmi ses attributions : la centralisation des moyens de transmission, la distribution des fonds aux organismes résistants. Chargé des mêmes attributions en zone occupée, Rémy revient de Paris et par la masse de documents précis qu'il apporte, il fait apprécier les progrès réalisés dans le renseignement ; il fait également savoir que les communistes l'ont chargé de dire au Général qu'ils sont prêts à se placer sous ses ordres et à déléguer un représentant à Londres, (Ce sera Fernand Grenier).

En mars, Christian Pineau, syndicaliste, créateur de Libération-Nord (du nom du journal clandestin qu'il diffuse) est reçu à sa demande par le Général. Passy dira qu'il a eu plusieurs fois de longs entretiens avec de Gaulle. «*Pineau estimait que le temps était venu pour le général de Gaulle d'exposer publiquement les idées maîtresses [d'une] ligne politique*» acceptable par ceux qui avaient conservé de l'influence en France. Ainsi, le regroupement des Résistants en serait facilité et leur potentiel d'action augmenté. En outre, les alliés constateraient que le Général et le Comité national à Londres étaient bien les représentants uniques de la résistance française.

La rencontre entre les deux hommes se produit alors que toute l'année 1941 a été marquée par de vives protestations du Chef de la France libre contre les empiètements anglais sur les territoires coloniaux ou ceux placés sous mandats français par la Société des Nations en 1922 : la Syrie, le Liban, en réaction aussi aux réticences et lenteurs, aux intrigues et calomnies qui l'atteignent à travers le chef du BCRA, accusé d'être cagouillard, voire d'utiliser des méthodes de la Gestapo.

En mars 1942, le succès obtenu par la Royal Navy à St-Nazaire, dont on apprend qu'il a été aidé par un groupe de résistants locaux, ouvre des perspectives de combat à l'Intelligence Service ou au S.O.E. (Special Operations Executive).

Passy se contente à l'époque de faire connaître à Pineau la complexité du combat clandestin dans la perspective d'une France combattante, termes utilisés par le Général pour toutes les actions militaires. De Gaulle accueille favorablement les propositions de Pineau et leur donne vie sous forme d'un document qu'il lui soumet ainsi qu'à Tixier directeur du Bureau international du Travail pour l'Amérique, nouveau délégué de la France libre aux Etats-Unis et à Henri Hauck directeur du Travail de la France libre ; ils amendent le texte *«dans un sens moins critique pour le régime de la III^{ème} République»*.

Le Général le fit lire à la B.B.C. du 24 juin par Robert Schumann, *«Les Français parlent aux Français»* ; les principaux journaux clandestins l'avaient publié au cours de l'été, Pineau ayant rapporté en France fin avril l'«Appel du Général de Gaulle à la Résistance», ainsi que des plans de la manifestation prévue à l'occasion du 1^{er} mai. Jean Moulin en rend compte en rappelant *«sévèrement»* les règles de sécurité et la nécessité de châtier les traîtres.

Le Général honore Christian Pineau d'une décoration de l'Ordre de l'Empire, modeste pour l'instant, alors qu'il a attribué à Leclerc la Croix de l'Ordre de la Libération, ordre créé en 1940, mesures symboliques des valeurs attachées au mérite.

Après Pineau, Pierre Brossolette, ex-rédacteur en chef des Services étrangers de l'Agence Radio, interdit d'exercer au Radio journal de France, arrive fin avril à Londres. Passy ne tarit pas d'éloge sur son compte et en devient un grand ami. Brossolette *«Pedro»* qui a tenu une petite librairie transmettait ses revues de Presse à Robert Schumann qui en tenait le plus grand compte.

A Londres, il s'attache à orienter la radio gaulliste : *«être gaulliste ne peut pas signifier seulement l'expulsion des Allemands ... le général de Gaulle n'est pas seulement un chef militaire mais ... il est le représentant du peuple français et le dépositaire de la légalité française.»* (13)

Cavaillès n'est pas à Londres en 1942. Après son évasion, il entreprend avec le colonel Zarapoff, qui a travaillé à l'étranger dans les services secrets, d'élaborer un plan d'organisation d'une armée secrète de libération. Les deux hommes partagent avec de Gaulle la conviction qu'il faudra pour vaincre et être reconnus vainqueurs, passer aux actes immédiats contre l'ennemi, donc par tous les moyens lui faire la guerre.

Depuis l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., les communistes, un temps désorientés et leurs chefs emprisonnés ou exilés, reconstituent leur organisation avec les mêmes objectifs. Tillon devient le chef des *«Francs-Tireurs et Partisans Français»*, il n'a pas accepté la défaite ni le silence du Parti.

Les réseaux prennent leurs noms historiques en 1942 et acceptent de Gaulle pour chef ; deux années d'indépendance et d'expérience de la clandestinité ne faciliteront pas leur fusion dans l'Armée secrète.

Pineau avec *«Phalanx»*, Cavaillès à la tête de *«Cohors»* poursuivent l'action engagée dans la recherche du renseignement. Tous deux sont au comité directeur de Libération-Nord et s'opposent rapidement dans leurs conceptions et par voie de conséquence dans la direction du mouvement. Ils décident en fin d'année de rencontrer de Gaulle.

C'est à l'occasion du 14 juillet 1942 que le général de Gaulle parle pour la première fois de la France combattante, puis informe officiellement les États étrangers que l'expression remplacera désormais celle de France libre. La participation à la guerre de sa propre nation doit être évidente aux yeux de tous sinon, la Paix revenue, elle pourrait l'être au détriment de la France.

Déjà averti des menaces qui ont pesé sur la Syrie et le Liban, puis sur Madagascar, il réagit sur tous les fronts, mais le débarquement allié en Afrique du Nord - dont il n'a pas été

prévenu - les tractations américaines avec Darlan, en même temps que la préférence manifestement donnée au général Giraud lui font mesurer le degré de l'hostilité que lui réserve Roosevelt. Ce n'est pas l'attitude de la majorité de l'opinion américaine et le général Mac Arthur, Commandant en chef allié dans le Pacifique, s'en fait l'écho dans un entretien confidentiel avec l'officier de liaison de la France combattante.

«...comme Américain et comme soldat, je suis honteux de la façon dont certains, dans mon pays, ont traité votre Chef, le général de Gaulle ... Je désapprouve l'attitude de Roosevelt et de Churchill [à son égard]. Que le général de Gaulle maintienne donc son point de vue envers et contre tout !» (1 avril 1943) (14)

Depuis octobre 1942, de Gaulle a reçu de semblables appuis de Blum, Georges Mandel enthousiaste (mais il est juif et sera abattu), d'Herriot tous détenus, et du Président du Sénat Jeanneney. Ce dernier, après avoir évoqué un chaos possible de la France au cours de la Libération, préconise la constitution d'un gouvernement provisoire qui renforcerait l'autorité du Comité national français à Londres et écarterait le danger d'une guerre civile.

Cette suggestion prendra corps, par le décret du 9 novembre 1943, fixant la composition du Comité français de la Libération nationale qui, sous la présidence de Charles de Gaulle, groupera des Commissaires aux différents ministères ; parmi eux le général Catroux, Jean Monnet, Pierre Mendès-France, René Pleven et deux chefs de la Résistance : Emmanuel d'Astier de la Vigerie et Henri Frenay.(15)

V. **COHORS en guerre**

«Cavaillès, philosophe que sa nature eut porté à la prudence, mais que sa haine de l'oppression poussait au plus haut fort de l'audace jusqu'à ce qu'il souffrît, pour la France, la torture et la mort».

Charles de Gaulle (16)

Christian Pineau et Jean Cavaillès viennent à Londres début 1943 et sont reçus séparément par le colonel Passy. Au premier, le Chef des services secrets fait sentir une prise de position sur ce qui précisément le sépare de Cavaillès : *«Vos renseignements politiques sont excellents ; en revanche vous pouvez faire mieux sur le plan militaire, le seul qui préoccupe les Anglais.»* (17)

Quand il voit de Gaulle, ce dernier, tout en lui confirmant sa responsabilité du réseau «Phalanx», le décharge de Libération-Nord en lui confiant la mission de préparer l'organisation du Ravitaillement en métropole, plus difficile encore quand débarqueront en France les troupes alliées. Dans leurs ouvrages respectifs, le Général et Passy parlent de Cavaillès *«Chef de Libération-Nord»*, la décision semble avoir été prise avant l'arrivée des deux hommes à Londres.

La sœur de Jean Cavaillès a laissé des écrits qui rendent compte de plusieurs entrevues de ce dernier avec de Gaulle, notamment quand il a apporté en février 1943, la statue de bronze, œuvre de René Iché, choisie par Rémy, appelée la Déchirée, qui symbolise la France implorant de l'aide.

A ce moment, Iché, après avoir milité avec le groupe du Musée de l'Homme est devenu l'agent P1 de Libération-Nord, Jean Cavaillès étant un ami intime.

Le général a posé la statue sur son bureau, et l'a longuement contemplée, plongé dans une profonde réflexion ... puis il s'est aperçu de la présence du messager.

Cavaillès est l'un des rares Français à rencontrer des chefs militaires du plus haut échelon : le général sir Alanbrooke chef de l'État-major impérial, puis le 4 mars l'amiral Stark ambassadeur des États-Unis à Londres près des «gouvernements en exil», en compagnie de

Jean Moulin, du général Delestraint chef de l'Armée secrète, du colonel Billotte chef de l'état-major particulier du général de Gaulle. Le colonel Passy souligne l'importance de cette réunion par le compte-rendu mis en annexe IX de ses Mémoires ; c'est un véritable conseil de guerre faisant l'objet d'un compte-rendu officiel, mais dont Jean Moulin et Delestraint font remarquer des inexactitudes et exagérations. La réunion avait pour objet l'organisation de l'Armée secrète, le rôle de la France combattante de l'intérieur avant, pendant et après le Débarquement, et dès à présent les sabotages. (18)

Le 19 mars, à nouveau réunis le général Delestraint, Jean Moulin, Cavallès et Billotte assistent à un dîner aux côtés des chefs américains de l'O.S.S. (Office of Strategic Services) avec compte-rendu à l'amiral Stark. On y apprend que pour réaliser les opérations secrètes, il n'y a dans toute l'Europe que 15 avions Halifax disponibles, une vingtaine sont demandés aux Américains pour les parachutages d'armes.

Cavallès reste à Londres jusqu'au 15 avril, formé au maniement des explosifs, préparé à la collaboration avec le S.O.E.. A son retour, il a juste le temps de serrer la main au colonel Passy, qui embarque sur le même Lysander après avoir accompli en compagnie de Brossolette la mission dite «Arquebuse-Brumaire», qui les a mis en relation pendant un mois et demi avec les chefs de réseaux et hommes politiques amis.

Les entretiens auxquels Cavallès a participé se déroulent après la destruction à 85% de Lorient. Churchill et l'État-major interallié, alarmés par les pertes subies en 1942, n'ont vu d'autres solutions que de priver la Kriegsmarine de sa main d'œuvre civile d'entretien, d'armement et de ravitaillement des flottilles de sous-marins. Les travailleurs civils, au lieu de se trouver dans les maisons réquisitionnées, sont répartis dans des baraquements dispersés autour de la ville, à l'abri, leur transport organisé. Le général allemand Fahrmbacher écrira après la guerre que le résultat des bombardements, d'un point de vue militaire fut à peu près nul.(19), mais la plus grande partie de la population fut contrainte à l'exil.

Quand il revient en France le 28 avril 1943, Cavallès, entre autres tâches, a deux missions prioritaires :

- * Neutraliser un réseau de détection des bombardiers alliés qui permet à la Luftwaffe d'être informée avant que les avions n'arrivent au-dessus des côtes françaises, ainsi les «chasseurs» allemands peuvent-ils s'envoler à temps pour engager des combats destructeurs.
- * Sabotage des entrepôts ou bunkers des bases de sous-marins. Ne serait-il pas possible de renouveler l'exploit réalisé à St-Nazaire en 1942 ?

Sitôt après son parachutage, Cavallès demande au professeur Yves Rocard, scientifique de haut-niveau qui connaît le principe des radiophares, d'obtenir le brouillage qui neutraliserait le repérage au loin des bombardiers alliés.

Aidé d'agents de «Cohors», sur quatre sites dont celui de Brasparts (Finistère), il surveille les déplacements d'engins mobiles équipés de matériel électronique. Après quoi, il va préparer le compte-rendu de ses observations et les calculs qui mènent à la solution du brouillage des échos.

Cavallès a utilisé son séjour à Londres pour envisager avec le BCRA et sans doute le SOE la façon d'intervenir à Lorient. Un commando parachuté est prévu pour provoquer le maximum de dégats ; il doit assurer sa réception, sa protection, son transport dans des relais successifs jusqu'à l'attaque en juin 1943. Il lui faut donc pénétrer dans les grands bunkers bétonnés, s'y diriger en repérant les points sensibles.

A Pâques, il rejoint Quimperlé où il rencontre Pierre Ferrand qui travaille à la base de Keroman ; celui-ci lui confie son *ausweis* (laisser-passer), ses papiers qui lui permettront d'entrer et de circuler, et un plan des bunkers. Un «bleu» de travail, celui de leur père disent

Annie et Louis Burel, lui est remis par Mlle Queffurus, ainsi qu'un panier pour le casse-croûte : ils faciliteront l'intrusion. Cavaillès circule toute la nuit et le matin, revient en mémorisant les emplacements favorables. Avec Pierre Ferrand qui précise la nature des installations reportées sur les plans, les objectifs du commando vont être définis, après une seconde «visite» de nuit à Keroman.

Les directives sont précisées en mai : le parachutage est prévu dans la région de Pontivy, les agents secrets devront accueillir et protéger 3 groupes de 8 hommes ... il faut aussi des relais distincts, regrouper au dernier moment les saboteurs à proximité de la base, avant l'attaque prévue en juin ; 40 km séparent le lieu du parachutage du but à atteindre.

Début mai, Cavaillès, Gosset, Forcinal (ancien député parisien), sont à Pontivy. Un ancien élève de Dervieux, Jean Le Métayer les pilote dans la région de Pluméliau. Ils pensent avoir trouvé un terrain d'atterrissage favorable mais doivent y renoncer car du clocher de la chapelle du Manéguen, les Allemands surveillent le pays.

Tous retournent à Paris. Le 14 mai Forcinal est arrêté, l'opération est ajournée. Cavaillès resté à Paris reconsidère le projet qui n'est pas abandonné. Le regroupement des équipes et l'attaque sont reportés au 25 août.

1. L'équipe «Christophe» en action

Jean Gosset a pris les choses en main et réorganise le réseau auquel participent de nouvelles recrues : Préau, un Italien, un Belge. Le renseignement est toujours activement recherché et transmis, les sabotages se développent, les contacts avec d'autres mouvements sont pris, seuls les F.T.P. s'y refusent.

Gosset est en relation avec le colonel Favereau «Brozen», chef du «Service national maquis», dont Dervieux devient responsable pour le Morbihan (Roget Vinet l'expose lui-même plus loin).

Les sabotages ci-dessous, évoqués par Roger Leroux, «*Le Morbihan en guerre*» sont confirmés par les témoins qui s'expriment dans le présent récit. (G. Baudry)

Nuit du 21-22 septembre 1943, Jean Le Métayer et Simon font sauter deux pylônes sur les deux bords du Blavet, l'un proche de la kommandantur d'Hennebont. C'est le Dr Thomas qui est allé chercher le plastic à Locminé près d'un autre groupe.

Repérage à l'intérieur de la base de Lorient d'objectifs majeurs dont le générateur d'électricité par Le Métayer muni de l'*ausweis* d'un ouvrier ; il est gardé jour et nuit. De forts câbles électriques et un transformateur extérieur sont visés.

Le 14 octobre, le transformateur est détruit. Passy écrira : «*L'apport en énergie électrique de la base sous-marine de Lorient devient difficile à suppléer pour les Allemands*».

Mi-octobre, voie ferrée : Le Métayer et Lecocq (un Belge entré au réseau) font sauter un rail. Un produit censé pouvoir immobiliser les locomotives à vapeur doit être expérimenté à Auray. Le chef de dépôt, à qui Le Métayer demande un essai, n'apporte rien de concluant. (Le général Bor-Komorovski souligne la collaboration de savants polonais et de cheminots à des sabotages dont les Allemands ne déterminent pas l'origine chez eux ; la mise à feu est fonction du nombre de secousses et déclenchée après que le train ait dépassé la frontière)

Décembre : dans la perspective de former des maquis armés, P. Ferrand et R. Vinet vont à Roc-St-André par le train, puis à bicyclette à Lizio chez Emile Guimard. Ils reviennent chargés de lourdes valises avec les armes. Au retour, surpris sur une passerelle par la présence de Feldgendarmes, ils discutent sans ralentir, en plaisantant, mais un revolver prêt à sortir de leur poche.

La recherche de terrains de parachutage reprend sous la direction de Jean Gosset, accompagné de «Michel» Filloche et d'Henri Block dans la région de Baud-Languidic, plus proche de l'objectif. Ils séjournent le plus souvent à la ferme de Kerlo en Languidic, chez M. et Mme Le Strat. Jean Le Métayer assure la liaison en Juin avec Cavaillès. Le parachutage près de Guénin pour une équipe sera suivi de relais dans une mine argentifère de St-Maudé en Baud, puis dans deux chapelles désaffectées près de Malachappe. Pour une autre équipe, les relais trouvés sont Ténuel en Baud et la ferme de Kerlo. (Les témoignages recueillis n'indiquent pas le lieu de rassemblement des équipes aux approches de Lorient).

Jean Cavaillès vient vérifier les lieux et les plans, puis revient à Paris le 21 août. Le 22, sur la route de Landévant à Baud, «Michel» s'exclame : *«J'ai perdu ma carte d'État-major»*. Or les terrains y sont indiqués, Jean Morvan et lui reviennent à bicyclette et au pont de Baud rejoignent Gosset et Block qui les informent que les terrains sont surveillés par les Allemands. *«C'est fini»*. A Baud le soir, ils décident d'annuler l'opération prévue le 25 août et de se réunir à Paris.

Henri Block est arrêté le 26 et Cavaillès le 28 août. Jean Gosset se rend chez Cavaillès le lundi 30 ; c'est une souricière ; sans perdre son sang-froid, Gosset demande à l'Allemand qui l'attend à l'étage, *«Mes amis sont-ils arrivés ?»* L'autre qui s'attend à une prise importante, répond *«Non !»* *«Alors, je vais les attendre au café»* enchaîne Gosset. Et il s'en va, ... accélérant dans l'escalier.

Le B.C.R.A. est informé des arrestations ; elles n'atteignent pas les agents du Morbihan, ni du Finistère, mais ceux de Basse-Loire. L'opération commando est annulée définitivement ; c'est par des sabotages que Gosset entend désormais procéder, mais le B.C.R.A. demande à l'ensemble du réseau de rester en sommeil, un mois et demi. Gosset qui n'a pas la connaissance des dégâts d'ensemble provoqués par une trahison, poursuit les actions immédiates. Passy le fait venir à Londres, où il va rester deux mois en stage : *«Seul moyen de le faire patienter»*.

Fin décembre, R. Vinet et Forlay, un ostréiculteur de Locoal-Mendon, rapportent dans la camionnette de ce dernier un autre chargement d'armes que leur remet le lieutenant de gendarmerie de Ploermel, Guillo. Ce dernier était présent à la réunion de Vannes en novembre, où furent répercutées les consignes du B.C.R.A. : formation de maquis groupés, armés et de groupes ou individus isolés, non armés mais éduqués militairement dans l'emploi du plastic et des armes à feu ; le commandant Guillaudot de «France combattante» présidait. Le 30 décembre 1943, Jean Gosset revient d'Angleterre, est blessé au parachutage mais est toujours aussi déterminé.

Aussi les coups de mains vont-ils se multiplier en 1944 à l'initiative du réseau «Asturies», le nouveau nom peut-être plus propre à désigner l'action immédiate, car Préau est le responsable du renseignement dans Cohors. Mais les exécutants de base ignorent ces distinctions. Dervieux, menacé a dû fuir à la mi-janvier, Lamaury qui lui succède autorise les rafles de bicyclettes et de motos allemandes, des voitures aussi, du matériel de literie...

Le 5 janvier 1944, Pierre Ferrand et trois camarades font sauter à l'Arsenal de Lorient, en plein jour, une chaudière qui permet d'obtenir de l'eau distillée pour les batteries des sous-marins ; un autre groupe anéantit le matériel de tirage des plans.

20 janvier – Au château de Locqueltas en Inzinzac, une tentative d'enlèvement d'effets militaires échoue ; l'alarme a été donnée.

22 janvier – Réussite au centre-auto de la Marine replié à l'école St-Aubin de Languidic : 1500 litres de mazout et 400 litres d'essence sont enlevés.

8 février – Au château de Brangolo en Inzinzac, autre dépôt de la Marine, après avoir donné les explications nécessaires, ils emportent vêtements, chaussures et casques.

10 février – Au cours d'une tentative d'enlèvement de voitures à Hennebont, très tôt, il fait nuit, ils ne distinguent l'ennemi que lorsque ce dernier fait les sommations. Fouillés par un détachement de 15 hommes, les quatre Français font feu quand une valise qui contient une mitraillette est ouverte. Les Allemands surpris tirent, plus tard car ils viennent de perdre deux hommes dont un officier.

2. Le Maquis de POULMEIN

récit de Roger VINET, Service National Maquis

Le Service National Maquis, auquel appartenaient les maquisards de Poulmein, a été formé au printemps 1943 dans le but d'aider les réfractaires au S.T.O. à échapper aux Allemands.

Le responsable régional était le colonel Favereau «Brozen», fils de l'amiral Favereau qui avait commandé la Marine à Lorient. Le responsable pour les régions M2 et M3 - Bretagne, Loire-Inférieure et partie du Sud-Loire régional était Henri Bouret «Jean-François» de Lanvillon qui assurait l'approvisionnement d'argent. Le chef départemental a d'abord été Maurice Dervieux «Mayen», alors professeur au Lycée de Pontivy. Très menacé en janvier 1944, il fut remplacé par M. Lamaury, «Langeois», architecte à Pontivy.

La décision de constituer des maquis date de septembre 1943, décision qui s'imposait devant le grand nombre de réfractaires au S.T.O.. Il fut décidé de former, d'une part des maquis groupés, armés, qui devaient pouvoir intervenir contre l'armée allemande à n'importe quel moment, d'autre part des maquis isolés dont les membres non armés resteraient provisoirement chez eux, mais recevraient une instruction militaire et apprendraient le maniement des armes et l'utilisation des explosifs.

La réalisation de ces projets prit du temps, car il fallait trouver des endroits propices à la réunion et à la vie de groupes devant comprendre entre vingt et trente maquisards, organiser leur existence matérielle et leur armement sans lesquels il n'était pas possible de réaliser des opérations sérieuses contre l'ennemi.

Le choix de Poulmein fut fait au début de décembre 1943 à la suite de différents contacts avec la résistance de Baud. La direction de ce maquis fut assurée par Pierre Ferrand «Emile», «Gaby» d'Hennebont assisté de Louis Avry «Alain» d'Hennebont également et de Robert Couric «Bob» de Quimperlé. Roger Vinet était responsable de l'organisation matérielle et de l'armement.

Cet armement sera réalisé à la suite d'une réunion à la gendarmerie de Vannes en novembre 1943, après accord intervenu entre le commandant Guillaudot, responsable de la «France combattante» pour le Morbihan, ses adjoints les lieutenants Guillo «Chuais» de Ploermel et Emile Guimard de Lizio d'une part, et Henri Bouret, responsable du Service National Maquis d'autre part.

Le premier transport d'armes sera effectué par chemin de fer par Pierre Ferrand et Roger Vinet début décembre 1943, depuis la ferme d'Emile Guimard où elles étaient entreposées en passant par le Roc Saint-André, Questembert et Hennebont où elles furent déposées chez Jean Simon en attendant d'être acheminées au maquis.

Le deuxième transport d'armes aura lieu fin décembre 1943 et, cette fois-ci, le chargement beaucoup plus important sera effectué en camionnette par M. Forlay, ostréiculteur au Plec en Locoal-Mendon et Roger Vinet. Ces armes, entreposées à Ploermel à proximité d'un poste allemand, seront chargées par Joseph Guillo, fils du lieutenant Guillo, et par Louis Chérel et acheminées directement à Poulmein.

Pendant ce temps, le maquis s'organise et les premiers Résistants arrivent début janvier 1944. Les jeunes arrivent par petits groupes ou individuellement, conduits par des responsables de la Résistance dont plusieurs de Baud comme Joseph Morvan, Joseph Le Gourriérec, Roger Le Priol, Joachim Le Marrec ou encore Hervé Le Guennec de Quiberon. Ils proviennent en grande partie du groupe d'Hennebont et de la région lorientaise, mais également de Languidic, de Carnac, de Quiberon et même de Belle-Ile-en-Mer.

Ils sont logés et admirablement traités par M. et Mme Le Labourer fermiers qui tiennent la ferme avec leurs deux filles de seize et dix-huit ans, Thérèse et Solange. Un système de garde est assuré ainsi que l'instruction militaire car la plupart de ces jeunes n'en ont pas suivie. Mais le problème de la sécurité se pose et il sera décidé de construire un baraquement au Stang, à environ cinq à six cents mètres de la ferme, contre la maison où habite la maman de M. Le Labourer.

Le maquis effectue des coups de main pour s'assurer une certaine autonomie afin de pouvoir se préparer à des opérations plus importantes, ceci bien entendu avec l'approbation des responsables départementaux. Cela commence par des bicyclettes et des motocyclettes raflées à l'armée allemande, du matériel de toilette, de la literie, des voitures et de l'essence.

Le 22 janvier 1944 au soir, 1500 litres de mazout et 400 litres d'essence sont transportés du centre de la Marine, replié à l'école Saint-Aubin en Languidic, au maquis. Le 8 février, au château de Brangolo en Inzinzac, c'est un chargement comprenant des effets militaires, des chaussures et des casques qui est mis dans un camion et qui prend la direction de Poulmein.

Entre temps, il a été décidé de créer un second maquis à Rimaison en Bieuzy-les-Eaux et Pierre Ferrand, aidé de quelques camarades, prépare l'installation de celui-ci. Alain Avry prend alors la direction de celui de Poulmein assisté de Robert Couric. Au début février, vers le 3 ou le 4, il va se passer un événement qui bouleversera tout.

Un homme d'environ 45 à 50 ans, grand, maigre, accompagné d'un berger allemand, se présente au maquis et semble s'intéresser à la vie de celui-ci. Il s'agit d'un marchand de bois des environs, Le Gallo. Personne ne pouvait alors imaginer la suite.

Le 10 février au matin, un groupe est désigné pour se rendre à Hennebont où il doit enlever et saboter des véhicules allemands. Ce groupe est composé de Robert Couric, de François Guyonvarc'h «Dorgères», d'Alexandre Rousseau «Le Frisé» et de Jules Le Sausse «Julot». Vers 16h45, alors qu'ils se rendent à Baud pour prendre le car et qu'ils viennent juste de dépasser l'embranchement de la route de St-Adrien et de celle de St-Barthélémy, c'est la rencontre avec un détachement allemand de Feldgendarmes.

Sommé par l'adjudant allemand d'ouvrir la valise contenant les armes, Bob, après quelques réticences, est obligé de s'exécuter. Alors tous les quatre sortent leur revolver de dessous leurs vêtements et tirent, tuant l'adjudant de Feldgendarmes et un de ses soldats, en blessant plusieurs autres, mais tuant également le traître Le Gallo qui, conduisant les Allemands, avait revêtu une capote de Feldgendarme. C'est alors une fusillade nourrie entre les Allemands tirant avec des armes automatiques et les maquisards qui réussissent à décrocher et prennent à toute allure le chemin de Poulmein distant de deux kilomètres environ.

Quand ils arrivent, ils préviennent leurs camarades de l'attaque allemande, mais tout d'abord ceux-ci croient à un exercice d'alerte (il y en a eu un quelques jours auparavant). Mais devant les explications de Bob, Dorgères, Le Frisé et Julot, tout le monde pense à enlever le matériel en provenance du château de Brangolo afin que les Allemands, en arrivant, ne trouve pas de trace du maquis.

Malheureusement, ils n'en ont pas le temps car un bataillon de Géorgiens de l'armée de Vlassov, encadrés par des Allemands, entreprend l'encerclement de la ferme. Pierre Lantil

et Eugène Thomas qui montaient la garde donnent l'alerte au moment où M. Le Labourer s'apprête à partir avec son chargement. Les maquisards, près d'une trentaine, décrochent et s'échappent, se divisant en plusieurs groupes. La plupart seront saufs et rejoindront, après différentes tribulations, d'autres formations afin de continuer la lutte contre l'ennemi.

Les Allemands s'acharneront sur le brave M. Le Labourer et le massacreront, tuant aussi Georges Lestrehan d'Hennebont, le jeune Henriot âgé de 14 ans ainsi que M. Le Boulter marchand de vin à Cranne, qui avait fourni du bois pour la construction du Stang. Pierre Lantil et Eugène Thomas seront faits prisonniers, mais ils auront eu le temps de cacher leurs armes. Amenés d'abord à Vannes puis au fort de Penthièvre dans la presqu'île de Quiberon, ils seront ramenés à Vannes quelques jours avant le massacre de leurs camarades le 13 juillet 1944, puis libérés par le 1^{er} bataillon F.F.I. du Morbihan, après avoir subi pendant 6 mois toutes sortes de tortures par la Gestapo sans jamais dévoiler quoi que ce soit.

Mme Le Labourer et ses deux filles ne perdirent pas leur sang-froid et trompant la surveillance des Allemands réussirent à se sauver, échappant ainsi à une mort atroce. Ces mêmes Allemands, brutes déchaînées et fous de rage, incendièrent la ferme et emmenèrent le bétail. Dans la soirée, sachant son mari tué et sa ferme brûlée, Mme Le Labourer déclara que si c'était à refaire, elle n'hésiterait pas une seconde et recommencerait. Toute son attitude et celle de ses deux filles confirma, par la suite, ses paroles et ce jusqu'à la libération.

Cette tragédie souleva une émotion considérable dans la région, car en plus, il s'agissait de l'attaque par des forces allemandes du premier maquis groupé du Morbihan. Plusieurs milliers de personnes assistèrent aux obsèques.

Quiberon, septembre 2006.

3. ASTURIES en guerre

En relation avec le BCRA et le chef de l'Armée secrète à Paris, Jean Gosset va s'attaquer aux usines de la région parisienne qui travaillent pour l'ennemi ; la concentration de population qui les environne écarte l'intervention de bombardiers : il y aurait trop de victimes. Il fait appel à Pierre Ferrand et Jean Simon pour encadrer un groupe parisien. Pierrot participe le 20 février au sabotage de l'usine Hotchkiss à Levallois. Jean Simon arrive en renfort en mars pour l'attaque d'Air Liquide à Boulogne sur Seine et en Avril à celle de l'usine de roulements à billes Timken à Asnières. Là, une équipe n'a pu venir ; l'opération reportée au samedi suivant, bien menée, atteint le but recherché sans pertes humaines.

Puis les Bretons reviennent chez eux et les Parisiens se dispersent. Dans les villes, la tactique est celle des F.T.P. que Charles Tillon dénomme «goutte de mercure» : si on la presse, elle se disperse en gouttelettes qu'on peut rassembler comme à l'origine. De Gaulle, ayant en vue les tanks, citait Paul Valéry en 1934 ("Vers l'armée de métier") : *«On verra se développer les entreprises d'hommes choisis agissant par équipes produisant en quelques instants, à une heure précise dans un lieu imprévu, des événements écrasants»*.

L'absence de coordination des maquis peut produire des effets désastreux. Après l'abandon de Poulmein, un groupe de 5 maquisards vient le 2 mars chercher le matériel récupérable. La veille, les F.T.P. ont attaqué un poste de guet allemand, les patrouilles circulent autour de Lanvaudan. Sur une route habituellement déserte, l'une d'elles ouvre le feu dans la nuit. Un Allemand est tué dans la riposte, un autre est blessé mais deux maquisards sont tués : Louis Avry et Ihuello. La camionnette qui les transportait est abandonnée. Couric forme un autre camp à Brandivy.

«Cohors – Asturias» décide d'enlever la paye de la Kriegsmarine qui parvient à Lorient chaque semaine par camionnette. Il faut une auto pour mener l'attaque. Le fils du

Docteur Davigo conduit au véhicule de son père, à St-Gilles-Hennebont, 5 membres du réseau dont Renée Le Roux, le 24 mars. L'automobile est empruntée et se dirige vers la route nationale mais à son abord, deux Feldgendarmes imposent l'arrêt. Le conducteur cherche ses papiers, Jean Simon pense que le réseau risque d'être découvert et se résout à tirer ; un Allemand est tué, l'autre va donner l'alarme. Le véhicule est abandonné, les occupants quittent les lieux et momentanément la région.

De retour de Paris, Gosset et Pierre Ferrand ont plusieurs projets qu'ils mettent à exécution.

- 21 avril : attaque d'une voiture qui transporte du matériel pour les sous-marins de Keroman.
- 23 avril : coupure de la conduite d'eau de l'arsenal en provenance de la retenue de Ty-Mat (Inzinzac-Lochrist).
- 24 avril : Mathieu Ferrand et les cheminots Bardu et Roy font dérailler un train de la Kriegsmarine près d'un camp de travail dont les ouvriers s'enfuient mais le trafic est rétabli le jour même.

Les actions subversives sont semées d'embûches y compris les plus improbables. Roger Vinet a découvert un «site idéal» pour gêner au maximum les relations ferroviaires entre Pontivy, où se tient le général Fahrmbacher et Auray-Lorient : le tunnel en bordure du Blavet entre Baud et St-Nicolas-les-Eaux. Avec un de ses camarades, il fait le nécessaire pour provoquer un déraillement difficile à réparer, faute d'accès par la route. Embusqués, le déclencheur prêt à la main, ils voient le train arriver, mais la locomotive pousse une plate-forme avec une dizaine de cultivateurs réquisitionnés pour un voyage dont le retour s'impose. Il faut attendre un autre train, sans otages, mais quand ils reviennent, l'explosif a disparu. Un agent zélé des chemins de fer, en contrôlant la voie, a découvert l'explosif préparé et a cru bien faire en le rapportant à Baud.

Des actions isolées se produisent, inspirées par les mêmes responsables. Ainsi quand est demandé l'abattement de tir de chaque batterie, un jeune paysan accompagne Herlédan avec une bouteille d'eau-de-vie et pendant qu'à son habitude il échange avec les artilleurs «ses voisins» des propos amicaux, Herlédan lit les indications écrites au-dessus d'une ou deux pièces et les retient.

René Herlédan est le chef d'une équipe de 4 hommes qui restent à Lorient et transmettent des plans de blockhaus, fossés anti-chars et ouvrages qui les appuient. Dubout continue de son côté pour informer de ce qui se passe à Lann-Bihoué. Toutes les informations arrivent chez un marchand de «vélos», Pustoch, à Quimperlé, puis sont confiés à Del Clara responsable nouveau du renseignement. Ce dernier commence à édifier des abris, un dépôt de pièces de radio pour un futur centre d'antenne, proche de Rosporden. Les contacts sont pris, notamment à Douarnenez, pour la reprise de liaisons maritimes avec l'Angleterre, en commençant par l'armement d'un bateau utilisé à cet effet.

Le 25 avril, à Rennes, au cours d'une réunion dont la Gestapo a été informée, Jean Gosset est arrêté, ainsi qu'Henri Bouret et «Chancelier», responsable en Mayenne du Bureau des opérations aériennes. Il faudra attendre les travaux de l'historien américain Paxton pour mesurer l'étendue des délations rétribuées ou non par l'ennemi. Passy révélera de son côté, les tentatives de débauchage des opérateurs radio du B.C.R.A., pouvant être rétribués à raison de 15.000 francs par mois par l'ennemi, mais dont les «faux messages» sont déjoués par un code de sécurité.

Après le retour de Cavailès en 1943, Libération-Nord devient la grande structure dans laquelle des réseaux comme «Cohors» fusionnent. Pour les équipes de base rien n'est changé, elles poursuivent leurs actions : renseignement, sabotages, maquis, mais les fonds sont

distribués par Jean Moulin et les parachutages organisés par le B.C.R.A. et les États-majors alliés.

On ne reverra plus Jean Gosset mais il a réorganisé solidement le réseau, appelé désormais «Asturies» qui fonctionne sans interruption à Hennebont comme à Quimperlé et Concarneau.

Lenogré, devenu responsable dans le canton de Quimperlé, alimente en vivres les maquis, ce à quoi participe Louis Burel. Les résistants du début deviennent souvent les chefs de sous-réseaux constitués, répartis en cantons par Nicolas Kervahut lequel devra quitter Quimper du fait de sa mauvaise santé.

Lucien Quémeneur à Quimperlé, le Dr Nicolas à Concarneau, Jacques Beulze à Carhaix *... reçoivent leurs consignes de Libé-Nord ; comme dans le Morbihan, ils trouveront la complicité de gendarmes, mais manqueront d'armes et d'argent. Ils connaîtront autant de drames, dont la mort de jeunes résistants fusillés dans les dunes de Ster-Poulguen en Penmarc'h avec le Dr Nicolas, arrêté le 24 février 1944. Argouarc'h, secrétaire de Mairie à Concarneau, le remplacera. (20)

L'E.P.S. de garçons fournira un fort contingent de réfractaires, maquisards puis F.F.I. dans lesquels se fondront sans distinction d'origine les jeunes en guerre ; ils se déchaîneront en juin 1944 et les F.F.I. de Quimperlé ceintureront l'Ouest de la «poche» de Lorient.

4. Le nerf de la guerre - Mort de Pierre Ferrand

La multiplication des effectifs provoquée par le refus d'obéissance des réfractaires au S.T.O. accentue les soucis des chefs de réseaux ou responsables de maquis. Fabienne Fedérini a montré dans l'ouvrage publié en 2006 «Ecrire ou combattre, des intellectuels prennent les armes» que selon les documents conservés à la Bibliothèque Nationale, les fonds issus de Londres et versés à la résistance intérieure, étaient minimes par rapport aux besoins. On lira dans «Le Morbihan en guerre» de Leroux les soldes versées selon les grades par Libération-Nord pour ses soldats sans uniformes ; peu d'entre eux les ont perçues. La priorité revenait aux cultivateurs qui cachaient et nourrissaient les combattants, en infraction totale avec les lois de l'ennemi. En cas de découverte, ils sauvaient parfois leur vie mais rarement leurs fermes incendiées.

Tous les mois, Henri Bouret apportait de l'argent ; Roger Vinet vint à Paris pour le rencontrer et revint avec 300.000 francs. Mais la dépense était permanente et l'approvisionnement problématique, il en fallait constamment. Où en trouver ? Chez l'ennemi ? Mais il était supérieurement équipé pour le défendre, il ne restait d'autre moyen que de le prendre dans les perceptions et les banques. D'autres y avaient pensé et se présentèrent souvent comme Résistants. Il fallut les neutraliser, de préférence avec l'aide de la Gendarmerie dont le réseau «France combattante» du commandant Guillaudot de Vannes ne cessait de se développer. Ce dernier sera déporté mais reviendra.

C'est en avril que Pierre Ferrand et Guy Moyzant décident d'attaquer une banque d'Auray, pour s'assurer de quelques fonds nécessaires aux activités du groupe «Christophe» et aux maquisards. Après avoir enlevé la malette d'employés de la Banque populaire d'Auray, avec l'argent qu'elle contenait, 70.000 francs, Pierre Ferrand et Guy Moyzant se rendent à Pluvigner. Ils y retrouvent Roger Vinet qui les quitte pour rejoindre son maquis, un quart d'heure avant l'opération ennemie. Avec un autre membre du réseau, de Belle-Île croit-on, ils vont déjeuner au restaurant-hôtel de la Croix Blanche.

Pour Roger Leroux, un coup de téléphone anonyme a prévenu la Feldgendarmerie d'Auray de leur présence à Pluvigner. L'auteur a interrogé des témoins de l'intervention

allemande et donne une version de l'évasion du 3^{ème} homme, mais ce n'est pas la seule, et ce dernier ne s'est jamais manifesté. Ce qui est certain, c'est que Pierre Ferrand et Guy Moyzant ont aussitôt compris qu'ils allaient être arrêtés et ont tenté de s'échapper, les Allemands ont tiré et les deux hommes gisent mortellement atteints dans la cour.

Un médecin présent obtient du chef du détachement allemand de rester près des deux Français pour apporter des soins ou établir un certificat de décès, ce qui est accepté. Renée Le Roux qui avait rendez-vous arrive par le train. Elle est interceptée par le Maire et quelques amis avant d'arriver à la Croix blanche ; ils la font aussitôt repartir à Hennebont. Elle sait que son fiancé a été tué.

Guy Moyzant décèdera le lendemain à l'hôpital de Vannes. Renée se rend chez sa camarade Marcelle Jégo. Comment prévenir les parents ? Par l'abbé Camenen qui connaît leurs activités et est lui-même membre du réseau «Défense de la France». Marcelle Jégo va le trouver, il part aussitôt informer les parents du décès de leur fils. Le lendemain, M. Ferrand père et Mathieu frère de Pierre partent en camionnette ; ils ne savent pas où se trouve le défunt.

La relation qui suit repose sur le témoignage de Mathieu, membre discret mais efficace de «Cohors-Asturiers», obtenu depuis Nantes par téléphone, en plusieurs fois car il a fallu écarter des versions contradictoires.

C'est dans un commerce de Pluvigner qu'ils apprennent d'une cliente qu'un médecin du bourg pourrait les aider dans leur recherche. Ils s'adressent à lui qui les conduit dans la ferme d'une grande propriété à 5 km de Pluvigner en bordure de la route d'Auray.

Dans la soirée du 28, les Allemands qui redoutent des réactions locales veulent se débarrasser des victimes ; Guy Moyzant inanimé est conduit à l'hôpital, Pierre Ferrand dont ils semblent ignorer l'identité est soustrait à la curiosité des gens du pays, à des troubles possibles.



Pierre Ferrand

Un petit convoi, avec les Allemands et quelques Français volontaires ou réquisitionnés, arrive à la ferme. Après avoir déposé le corps dans une étable, les Allemands se retirent. Aucun des assistants n'a dit connaître le mort. Mathieu et son père conduits dans une remise ne sont pas mis en présence d'un corps ensanglanté ; ils le trouvent au contraire très propre, ses habits également.

Leur crainte inavouée mais profonde tenait aux répercussions possibles sur le réseau, sur l'«équipe Christophe». Il n'en a rien été, nul n'a été interrogé. Si les Allemands ont trouvé une carte d'identité, c'était celle de François Puren avec la tête de Pierre Ferrand. Roger Vinet en possède un exemplaire. Les Allemands n'ont pas su qu'ils avaient abattu un adversaire d'envergure ; dans la mort, Pierrot était resté clandestin, protégeant ainsi ses camarades.

Après discussion et remerciements aux fermiers, Mathieu et son père reviennent au bourg et se rendent à la gendarmerie. Le maréchal-des-logis-chef Cosquéric n'ignore pas le drame, ni l'existence du maquis de Poulmein. Pierre Ferrand lui avait demandé d'éliminer de la commune deux individus trop curieux qui voulaient rejoindre un maquis, ce qui a été aussitôt et fermement accompli (R. Leroux).

Il est donc décidé de procéder à une inhumation provisoire, secrètement et anonymement, dans le cimetière de Pluvigner. Elle est réalisée dans la nuit. Le lendemain, plusieurs bouquets ornaient la tombe sans nom, offerts par des inconnus furtifs et silencieux.

Seul le chef de brigade Cosquéric a été recherché, peut-être dénoncé, mais il avait pris les devants et rejoint lui-même le maquis ; il deviendra lieutenant F.F.I..

Ce n'est qu'après la libération du Pays que le corps de Pierre Ferrand a été placé dans la tombe de la famille Le Rouzo qui appartenait à sa mère et où elle l'a rejoint à 80 ans, des années plus tard. La tombe porte une plaque de marbre blanc à sa mémoire :

«ICI REPOSE PIERRE FERRAND, ANIMATEUR DE LA RÉSISTANCE
TUÉ PAR LES ALLEMANDS, ÂGÉ DE 20 ANS, LE 28 AVRIL 1944, À PLUVIGNER»

Le nom d'une rue d'Hennebont près de Kerlois lui a été dédié par la Municipalité.

«Les maquis, les réseaux, les mouvements qui les soutiennent, la propagande qui les appuie, ont besoin de quelqu'argent. Le gouvernement s'efforce de le leur procurer en monnaie utilisable et qui ne les fasse pas découvrir ... Au moment de la crise suprême, il arriva que des chefs locaux, pressés par la nécessité, procéderont à des réquisitions de fonds dont la responsabilité sera finalement endossée par l'État. Bien qu'il se soit fatalement produit certains abus, les dépenses pourront être pour plus des trois quarts, régulièrement justifiées suivant le rapport de la Cour des Comptes.»

Charles de Gaulle (Mémoire – T. II Combat) Extraits

VI. **La Mort des CHEFS**

Dans l'ouvrage consacré à l'histoire du réseau «Cohors – Asturies», Marie Granet, en conclusion, rappelle *«Les conventions internationales ne couvraient pas les agissements des agents secrets ; la police allemande utilisait les moyens les plus terribles pour «faire parler» ceux qui tombaient sous sa main»*. Dans le bilan final qu'elle présente, elle fait état de véritables trahisons dont trois particulièrement graves.

Le traître qui a livré Cavaillès, Forcinal, Bouret et Gosset était Filloche, pseudo «Michel». La collaboratrice des fondateurs du réseau, puis d'Albert Guerville leur successeur, Mme Tony-Robert, femme du président des Raffineries Say, alertée par un autre membre qui a reconnu Filloche, le signale à la Justice fin 1945.

Le procès dure trois ans ; Gabrielle Ferrières libérée au bout de cinq mois, grâce à l'intervention de l'aviateur Funck, héros de 1914-18, et son mari, revenu d'un camp de déportés en piteux état, peuvent témoigner en s'appuyant sur leurs propres archives ; Henri Block témoin à charge important les aide. La Cour de Justice de Paris condamne Filloche le 5 mai 1948, à 20 ans de Travaux Forcés. C'est pour l'argent que Filloche a livré les têtes du réseau, mais pas ses compagnons de base du Morbihan ou du Finistère, ni les cultivateurs de Kerlo ; son virage a été provoqué par des besoins financiers qu'entraînaient son goût de la «grande vie» et ses dépenses somptueuses.

Jean Moulin

L'arrestation de Jean Moulin continue d'interroger car la preuve d'une trahison n'a pas été formellement établie. Un historien français a fouillé les archives de la Préfecture de Police de Paris au service du gouvernement de Vichy et analysé les méthodes professionnelles de 200 spécialistes (la Brigade spéciale) qui, à partir de quelques arrestations et d'innombrables filatures, ont reconstitué les liaisons entre membres, les convergences vers des pôles, sur des organigrammes, avant de procéder à l'arrestation en bloc du réseau Manouchian, du M.O.I. (Main d'œuvre immigrée) anéanti. Après le délai de 60 ans, l'ouverture des archives préfectorales ou nationales permet aux chercheurs d'éclairer une des périodes les plus noires de notre Histoire ; leur tâche se poursuit.

On sait que Jean Moulin, sous-préfet de Châteaulin en 1936, préfet de Chartres en 1940, avait refusé de signer une déclaration que des officiers allemands, désireux d'innocenter leurs soldats, voulaient lui imposer en accusant des soldats noirs de l'armée française. Il avait livré son «1^{er} combat» en essayant de se taillader la gorge. «Grand commis de l'État», délégué du général de Gaulle dans la France, il a constitué dans la métropole une véritable administration clandestine. Unificateur de la Résistance, il préside le 27 mai 1943 la première séance du Conseil National de la Résistance (le C.N.R.).

Arrêté le 21 juin, à Calluire dans la région lyonnaise, il est emprisonné au fort de Montluc. Quelques semaines après, Christian Pineau, autre emprisonné est appelé pour raser un malade. Il reconnaît Jean Moulin, défiguré, sans forces. Il ne pourra dire s'il a été lui-même reconnu dans un échange de regard, (déporté à Buchenwald, Christian Pineau sera libéré par les Alliés et deviendra Ministre de De Gaulle, décoré de l'Ordre de la Libération).

Conduit en Allemagne, J. Moulin décède dans le train et sa mort est constatée à Francfort. Son corps sera incinéré au Père-Lachaise et, en 1964, l'urne qui contient ses cendres a été conduite au Panthéon.

Le général Delestraint

Soldat dévoué, compétent et loyal, mais aussi modeste car il acceptait les suggestions d'Henri Frenay plus habitué à la clandestinité, il avait été lui-même arrêté le 10 juin, alertant de la sorte Jean Moulin.

Mais ce dernier, tout à sa tâche, avait refusé de s'abriter à Londres. Charles Delestraint, supérieur de Charles de Gaulle en 1940, avait essayé de regrouper les «anciens» des chars, tentative qui le fit blâmer par le cabinet de Pétain. C'est Henri Frenay qui le proposa à Jean Moulin, chef de l'Armée secrète en Zone-sud, ce que de Gaulle avalisa, puis chef de l'A.S. des deux Zones.

Emprisonné à Fresnes, interrogé comme tous, déporté au Struthof et finalement à Dachau, il fut abattu par ses gardiens le 19 avril 1945, à la veille de l'arrivée des Américains.

Le **général Zarpoff**, son adjoint en Zone nord, puis chef de l'A.S. connut le même sort : arrestation, interrogatoires, déportation dont il ne revint pas.

Jean Cavailles

Arrêté le 28 août 1943, il fut incarcéré à la prison d'Arras, sans doute pour être non seulement «interrogé» mais éventuellement reconnu par d'autres prisonniers et confronté à des délateurs, car l'ennemi savait qu'il avait opéré dans le Nord.

On connaît les conditions de son jugement par le récit de son voisin de promenade dans la cour où les hommes marchant par deux pouvaient échanger, très bas, quelques propos malgré l'interdiction qui leur était faite de parler. Yves Grosrichard, journaliste et membre de

la France Combattante qui fut libéré, en a fait part à Gabrielle Ferrières, ce qu'elle rapporte dans l'ouvrage consacré à son frère.

L'instructeur avait solennellement énuméré ses titres de résistant : *«Vous vous appelez Marty, Hervé, Chennevières, Carrière, Charpentier ... vous avez été arrêté en septembre 1941, au moment où vous partiez pour Londres,, vous avez créé un vaste réseau de renseignements ; vous êtes allé à Londres en février 1943»*. Il savait tout ! Devant de telles précisions, il était impossible de nier. Jean reconnut les faits qui le concernaient seul.

«Dans ces conditions, Monsieur, vous connaissez sans doute le sort qui vous attend».

«Oui».

«Voudriez-vous nous expliquer le mobile de vos actes ?»

Alors Jean dit qu'il était fils d'officier, qu'il avait appris de son père à aimer son pays ... qu'il trouvait dans la continuation de la lutte, un apaisement à la douleur de la défaite. Il dit aussi qu'il avait été un grand admirateur de l'Allemagne, combien il aimait l'Allemagne de Kant et de Beethoven ... et développant sa pensée philosophique, il démontra qu'il réalisait dans sa vie la pensée de ces maîtres allemands. Les instructeurs écoutaient en silence les paroles de cet homme à qui l'on venait de dire qu'il allait mourir et qui, dans un entretien socratique, exposait sa morale à ses juges.

A son retour de déportation, Marcel et Gabrielle Ferrières ne purent tout d'abord prouver la mort de Jean Cavaillès. Puis ils apprirent que deux tombes sommaires, sans indication de nom, se trouvaient dans le cimetière d'Arras. Ils s'y rendirent et lurent : Inconnu n°5, Inconnu n°... Le permis d'exhumer fut accordé et l'inconnu n°5 livra son secret, car dans ce qui restait des vêtements, Gabrielle trouva un petit carnet révélant l'écriture de son frère.

La dépouille mortelle de Jean Cavaillès repose dans la crypte de la chapelle de la Sorbonne et le général de Gaulle en a fait son Compagnon de l'Ordre de la Libération, à titre posthume.

Pierre Brossolette alias « Pedro »

D'une famille d'universitaires, reçu 1^{er} à l'École normale supérieure, agrégé d'Histoire membre du Parti socialiste, hostile aux accords de Munich, capitaine pendant la guerre, il est exclu de l'Université par le gouvernement de Vichy. La librairie qu'il ouvre à Paris devient un lieu de réunion de résistants, notamment les ethnologues du Musée de l'Homme.

Il coopère aussi bien avec Rémy qu'avec l'Organisation civile et militaire. Parti pour Londres en avril 1942, il devient un Conseiller du B.C.R.A., ami de Passy, en mission avec lui en France en 1943. Tous deux, pendant un mois et demi, munis de leurs pilules de cyanure, déjouent les pièges et rencontrent les chefs résistants, qui alors ne voyaient en de Gaulle qu'un symbole de la résistance.

Comme Cavaillès, ils pensent qu'il ne faut pas brusquer ceux qui estiment que les partis politiques anciens ne doivent pas revenir à la tête d'un gouvernement après la Libération. Le Général donne raison à Jean Moulin qui est d'un avis contraire. A sa seconde mission en France, début 1944, le bateau qui devait l'emporter fait naufrage. Arrêté, reconnu par la Gestapo à cause de sa mèche blanche qui a repoussé, détenteur de secrets considérables, mais privé de sa pilule depuis le naufrage, afin de ne pas parler à ses bourreaux, il se jette du 5^{ème} étage du 86 de l'avenue Foch à Paris et meurt sur le coup.

Jean Gosset

Le plus jeune des chefs de «Cohors-Asturies», (il avait 30 ans quand il remplaça Jean Cavaillès lors de la première arrestation de ce dernier), a laissé à ses camarades le souvenir d'un homme déterminé, courtois et responsable.

Un de ses camarades de prison, Vigouroux, a dit qu'il «*avait la plus grande admiration pour le courage qu'il montra sous la torture, pour sa modestie et sa foi.* » Déporté à Neuengamme, il y décéda en avril 1943. Décoré à titre posthume de la croix de la Libération son portrait figure dans la galerie de la Bibliothèque-Musée de la Chancellerie de cet Ordre avec la mention «Colonel».

Jean Simon aida Mme Gosset à préparer les dossiers qu'elle devait constituer, elle restait veuve avec trois jeunes enfants.

Les Archives du contre-espionnage allemand, récupérées à Bruxelles, ont montré qu'un agent indicateur de la Gestapo était rétribué à raison de 50.000 francs par résistant arrêté.

La section de contre-espionnage du B.C.R.A. qui opère en France impose aux agents menacés des retours à Londres ou des caches sûres en métropole. En Bretagne, l'imbrication des réseaux et maquis est telle que ces derniers sont eux-mêmes des solutions de repli.

Après les arrestations de Cavallès et de Gosset, l'inspecteur régional des Chemins de fer du S.O., Albert Guerville un des premiers membres de «Cohors» avec son ami le professeur Rocard, prend en charge la direction du réseau et continue avec les cheminots la préparation, puis le déclenchement de la bataille du rail. On sait combien celle-ci eut des conséquences désastreuses pour les divisions allemandes qui devaient rallier la Normandie, ou s'opposer à l'Est à l'avancée alliée. (21)

Pendant l'insurrection parisienne, il mit au service des dirigeants et de son réseau, une ligne téléphonique indépendante qui permit de communiquer directement avec une division américaine à Orléans puis Etampes.

A la fois pour alléger ses responsabilités et par précaution, Brunshwig, autre adepte de la première heure, lui fut substitué. Responsable politique du mouvement en zone libre, Brunshwig avait déjà dirigé «Cohors» en l'absence de Cavallès et Jean Moulin l'avait prévu membre du C.N.R. en mai 1943.

Roland Pré, délégué en zone nord du gouvernement provisoire de la République, dernier chef de «Cohors-Asturies», eut surtout un rôle de liaison avec les responsables locaux, de transmission, d'information plus que de participation car les groupes locaux, solidement constitués, décidaient eux-mêmes et opéraient au mieux de l'efficacité d'une lutte devenue générale, avant de se fondre dans les F.F.I., soldats «réguliers» auxquels les lois de la guerre allaient désormais pouvoir s'appliquer¹.

VII. DERNIÈRES MISSIONS

1. Le récit de Renée Le Roux, groupe d'Hennebont

Pierre Ferrand, mon fiancé, a été tué à Pluvigner le 28 avril 1944. Deux semaines après, Marcelle Jégo apportait des documents qui devaient être transmis à Paris. Qui les conduirait dans la capitale ? Pour moi c'était évident, cette mission me revenait. Pierre n'était plus là mais nous avions été unis dans la lutte commune par les joies et les émotions partagées, la même détermination, autant que par nos sentiments. Il avait longtemps gardé le silence, mais pressé par mes questions sur ses absences, sans donner de détails il avait admis qu'il renseignait les alliés. J'avais alors demandé comment je pouvais me rendre utile pour

¹ Un petit-fils de Jean Gosset est en relation avec des membres d'un groupe d'historiens d'Hennebont. Ses parents l'ont appelé Christophe (septembre 2013).

cette cause ; on m'avait confié des missions à Paris dont un transport de mitraillette. Je ne raisonnais pas, la réponse s'imposait, il fallait continuer ... plus que jamais.

Cette fois, il s'agissait de plans relatifs à la base des sous-marins et de fausses cartes d'identité avec les photos des destinataires ; je devais tout remettre à Mme Vienne, on me dirait où. Quelques jours plus tard, milieu de mai, j'étais à Paris chez ma tante Mimi qui m'hébergeait à chaque déplacement. A la gare j'avais trouvé les deux jeunes hommes dont je ne connaissais que les prénoms, sans doute des pseudonymes ; ils m'avaient donné rendez-vous le lendemain matin, rue du Faubourg-Montmartre dans le café où Mme Vienne nous rejoindrait.

Le temps était menaçant, ma tante avait insisté pour que je prenne son imperméable et j'avais glissé dans une poche intérieure l'enveloppe qui contenait tous les documents. Les deux gars m'attendaient à l'intérieur en buvant, comme j'allais le faire, une «chicorée» qui n'avait du café que la couleur. Nous avons attendu près d'une heure, Mme Vienne n'avait pu venir, il fallait repartir, on essaierait demain. Ce rendez-vous manqué nous inquiétait.

Mes compagnons sortent ensemble, peu après je franchis la porte et je suis agrippée par deux colosses et menée aussitôt dans une grande automobile où sont déjà mes deux camarades. Dès que je suis assise, encadrée par les colosses en civil, tout de noir vêtus, la Gestapo ! ils sortent leurs revolvers en nous menaçant : «*N'essayez pas de bouger ou je tire !*»

J'ai toujours l'imperméable replié sur le bras, je sens les papiers, je n'ai qu'une idée en tête : comment les faire disparaître ? Mes amis sont aussi silencieux que moi, nous ne nous regardons pas ; dans une telle situation, la consigne est de ne pas se connaître. J'imagine que, près d'un égout, je pourrais peut-être bondir dehors et jeter l'enveloppe dans l'ouverture ; mais l'auto ne s'arrête pas.

Et nous arrivons devant un immeuble gardé par plusieurs soldats, en noir eux aussi, et des miliciens comme ceux de Pontivy, des Français. Au pas de charge nous sommes menés à l'étage dans une sorte de couloir, et mes camarades introduits dans des bureaux différents. Très vite j'entends des injures, des plaintes, puis des cris. Je devine les interrogatoires mais je ne trouve pas le moyen d'éliminer mes papiers... Enfin ils sortent menottés, marqués de coups.

Et c'est à mon tour. Je suis assise en face d'une sorte de géant qui commence par placer un gros revolver sur son bureau, pointé sur moi. Et l'interrogatoire commence, je suis morte de peur. Dans la pièce il y a aussi un milicien, il échange parfois quelques paroles avec l'Allemand mais surtout, placé de biais, il observe mes réactions. Je me sens dans un piège, à leur merci. Les photos des fausses cartes me rendent malade. Et s'ils trouvaient les destinataires ? Trop préoccupée je réponds distraitement, tout de travers, l'Allemand se met en colère et tape sur la table. «*Vous étiez avec deux terroristes, vous êtes sortis ensemble du café*». «*Je suis sortie après ces deux messieurs, je ne les connais pas... C'est une coïncidence*». Je ne démordrai pas de ce système de défense, j'ai la conviction que mes camarades ont dit que notre présence dans le café était fortuite. On nous a manqués de peu, à deux minutes près nous étions attablés ensemble.

Et puis, j'ai un répit car on appelle l'Allemand dans le bureau d'à côté, je reste seule avec le milicien, c'est alors que j'entrevois une solution ; je me tords en demandant d'aller aux toilettes... Il refuse net. Je répète ma mimique bruyamment. Un officier entre et s'informe, on lui traduit ma demande. Il appelle un soldat dans le couloir, c'est un tout jeune gamin de 16-17 ans, une des dernières recrues d'Hitler ; on le charge de m'escorter, de me surveiller. Je me précipite dans les toilettes, l'imperméable en avant, le gamin en arrière. Je ferme la porte avant qu'il arrive et je tire le verrou ; je peux enfin plonger mes documents dans la cuvette. Les cartes d'identité remontent, je dois actionner la chasse d'eau plusieurs fois ; le bruit attire quelqu'un qui tambourine brutalement. Je prends mon temps et sort

dignement. C'est le milicien alerté qui se précipite sur mon sac, le fouille, en retire un prospectus de mobilier avec des chiffres et croit avoir trouvé un code.

Le géant revenu l'écoute et m'interroge à nouveau ; je n'ai pas grand-peine à montrer que les nombres sont les prix des meubles. Après quoi je joue l'innocente et parfois l'idiote. Je me rends compte que l'Allemand se lasse et qu'à sa figure il regrette de n'avoir aucune preuve. L'après-midi, on m'a transférée de la rue des Saussaies à la prison de Fresnes où j'ai passé un mois avant d'être relâchée. Par précaution, je suis restée près de Paris en prévenant ma tante.

Je n'ai jamais revu mes camarades, ils ont certainement été déportés ; j'ignore leurs noms. Ce que je sais, c'est qu'ils ont par leur courage et leur silence sauvé deux vies car j'étais enceinte de 3 mois ... J'ai appelé ma fille Pierrette.

Renée Le ROUX-FERRAND, août 2006.

2. Fin du récit d'Annie BUREL

La conciergerie était une «boîte aux lettres» où hommes et femmes, également discrets, apportaient des renseignements qui aboutissaient à Londres, ou retiraient demandes et messages ; «Bordier» dont on apprit qu'il était Ange Bourget d'Auray, contrôleur de train, fut le plus régulier. Anna Burel, ma mère, avait en charge cette activité en permanence. Quand arriva le S.T.O. et que les «réfractaires» se cachaient, elle hébergea nombre d'entre eux dans les dortoirs pendant les congés ; en outre, mon jeune frère Louis ravitaillait ceux qui s'abritaient dans la forêt de Carnoët. Moi, j'allais dans les mairies voisines, notamment à Baye, prendre des cartes d'identité que les secrétaires de mairie, gens très discrets et dévoués, préparaient avec de vrais documents et photos, mais où la date de naissance modifiée n'était jamais celle des classes requises pour le S.T.O. ...après quoi je les remettais aux intéressés. Beaucoup rejoignirent les F.F.I.

1944 fut une année très difficile. Mlle Le Bars qui se rendait souvent à Paris fut arrêtée puis relâchée. L'E.P.S. de filles, occupée par les Allemands, servait de prison d'où parvenaient les cris des torturés. Après le débarquement, on vit arriver des inculpés dont le général de Torquat pris au milieu de sa famille à Rosgrand, et des jeunes, tous un jour conduits à Kerfany pour être fusillés.

La trahison n'atteignit que les têtes, le silence des chefs et la discrétion de tous nous sauvèrent. Mlle Queffurus assura jusqu'au bout ses activités clandestines et professionnelles ... tout en ravitaillant les Iché en tickets et beurre breton. J'ai continué mes missions secrètes jusqu'à la Libération ; elles me valurent d'être décorée, ainsi que ma mère, de la médaille de la Résistance.

Lorient le 15/01/2007.

3. Fin du récit de Marcelle JEGO

Je devins un «relais» entre Pierrot et le maquis de Toulmein, puis celui de Keralan dans l'incorporation des volontaires. Mais le 20 février, les Allemands guidés par un délateur, encerclent Poulmein, torturent, incendient la ferme, tuent sans discernement. J'eus la pénible mission d'identifier les corps et de reconnaître celui de Georges Lestréhan que j'avais incorporé. Le 28 Avril, nous avons perdu Pierrot et Moyzant, victimes d'un devoir jugé nécessaire, tués à Pluvigner par les Allemands renseignés par un coup de téléphone anonyme.

Renée Le Roux m'apporta la nouvelle, j'eus recours à l'abbé Camenen qui connaissait notre action et se chargea de faire connaître aux parents Ferrand le décès de leur fils. Le chagrin de Renée ne l'empêcha pas de partir à Paris en mai, pour une mission qui malheureusement échoua.

Quand la nouvelle de l'arrestation de Renée nous est parvenue à Hennebont nous étions très inquiets, pour elle et par les conséquences de la découverte possible des documents. Sans nouvelles de Christophe, Pierre Ferrand mort, le réseau devait pourtant continuer son action. Immédiatement, Jean Simon prit les choses en main et me fit partir à Paris, avec mission d'inspecter la chambre de notre amie, de retirer les moindres documents, de les rapporter si possible ou de les détruire, enfin de savoir si Renée était détenue et voir ce que l'on pouvait faire.

C'était la Pentecôte, je suis revenue au bout de 3 jours, Renée n'avait rien laissé, mais nous ne savions où elle était ; ce n'est que le mois suivant que sa tante nous fit savoir qu'elle était libérée, elle avait rejoint la banlieue dans une planque sans donner d'adresse et s'y reposait, essayant de se remettre de ses émotions et de surmonter son deuil. Puis sa famille l'a aidée à préparer l'arrivée du bébé. La petite fille² est née le 2 novembre 1944, plus tard j'ai été sa marraine.

Dans la phase cruciale qui a suivi le débarquement du 6 juin, nous avons contrarié les plans allemands de transport et de concentration des troupes en Normandie par le renseignement et les sabotages. Peu après le débarquement, j'ai été fixée sur la technique et l'efficacité de notre équipe de façon curieuse. Un très jeune soldat allemand confiait parfois son désarroi, sa nostalgie, sa solitude dans la guerre qu'on lui imposait. Il fit part d'un événement qu'il condamnait : l'arrivée d'un sous-marin – fait de moins en moins fréquent – avait été suivie d'une rébellion ; un groupe de marins avait refusé d'embarquer avant le départ ; le jour même ils étaient fusillés à Kerlois, en Hennebont. J'ai aussitôt informé Roger Vinet. Trois jours plus tard, le jeune vint au café ; après quelques banalités il s'exclama : *«Je viens d'entendre une émission de radio anglaise en langue allemande, on nous disait ce qui s'était passé à Lorient et Kerlois ... il y a seulement 3 jours.»* La preuve que les Alliés savaient si vite à quoi s'en tenir, le surprenait autant qu'elle l'inquiétait.

Une sorte d'émulation s'est établie, notamment dans le secteur Quimper-Lorient-Vannes entre les FTP, nous-mêmes et l'ORA qui avait réparti des armes ; notre cave en était un «dépôt». Nous avons réussi plusieurs déraillements et autres sabotages en continuant d'assurer le renseignement.

Puis l'équipe a été incorporée dans les forces régulières du 7^{ème} Bataillon FFI du Cdt Muller. J'ai été versée à l'État-major, 2^{ème} bureau, où je procédais à l'interrogatoire des prisonniers. A ma demande, devenue secrétaire de la 1^{ère} Cie, j'ai pu rejoindre mes camarades (et les 3 Russes dont les tombes sont toujours entretenues). Le dernier sabotage à Kervignac par nos camarades intégrés avait fait sauter le Pont Saint-Antoine le 13 juillet, quand passait un train en direction de Lorient chargé de troupes et de munitions.

Et vinrent les distinctions ! J'ai été décorée en janvier 1945 de la croix de guerre puis de la Médaille de Combattant. En 1947, sur proposition du réseau, la Médaille de la Résistance m'a été remise à Saint-Marcel par le général de Gaulle, ainsi qu'au Dr Thomas, à Paul Roy et à Roger Vinet.

Consécration ultime, hélas ! attristée par l'absence des Chefs dont nous connaissions alors les noms et l'héroïque sacrifice.

Hennebont, le 14/02/2007.

² Pierrette Ferrand termine une carrière de professeur en Angleterre en rendant régulièrement visite à ses amis d'Hennebont lors de ses séjours chez sa mère.

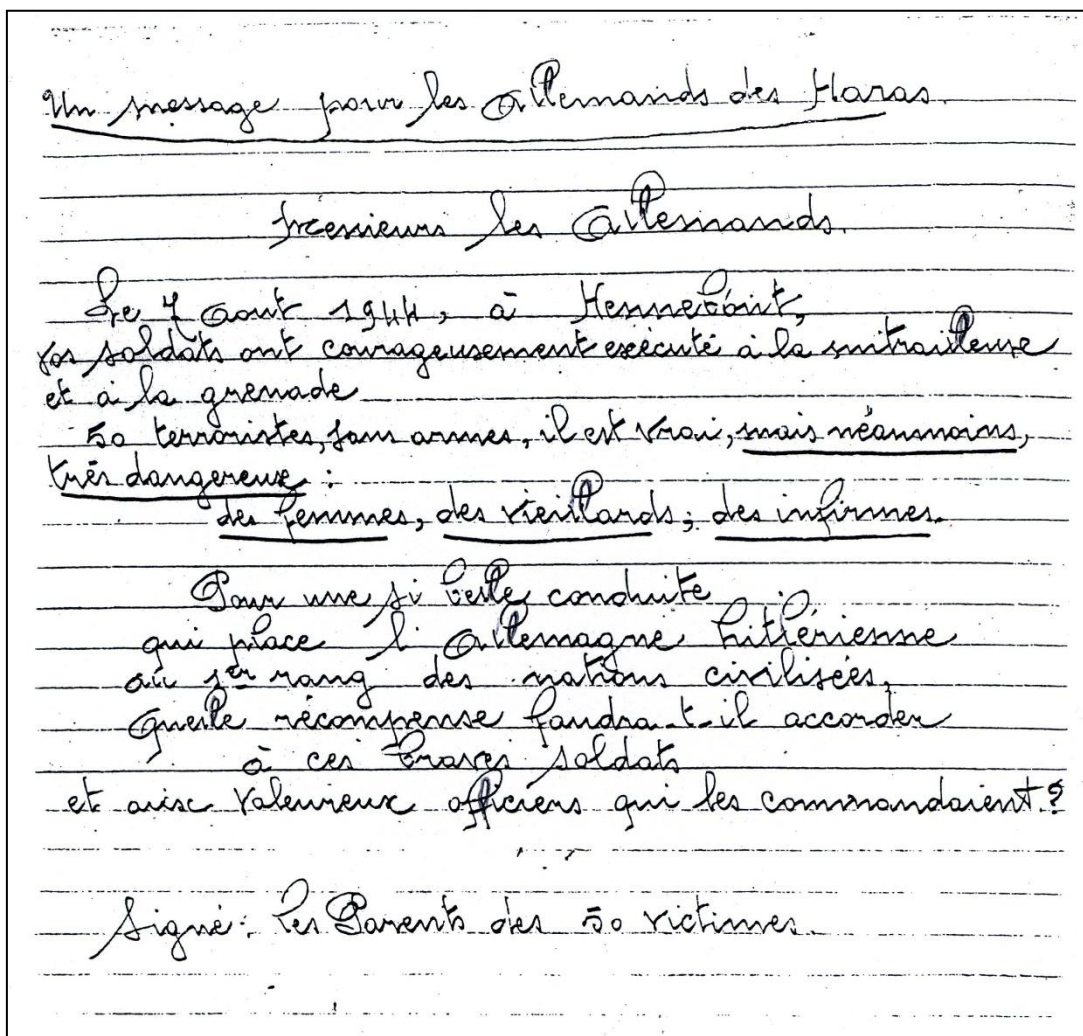
Hommage du dernier Chef

Roland Pré a envoyé ,après la guerre, le 10 avril 1946, cette attestation au réseau «Cohors» :

«Je soussigné, Roland Pré, gouverneur des colonies, ancien délégué zone Nord du gouvernement provisoire de la République avant la Libération, atteste que le réseau « Asturies », des services de renseignement du B.C.R.A., a exercé son activité pendant toute cette période sous l'autorité de la Délégation et qu'il a pleinement rempli la mission qui lui était assignée.

Tous les renseignements que nous lui avons demandés sur le plan politique, économique et militaire ont été régulièrement fournis dans des conditions qui font honneur à l'organisation et au dévouement patriotique de ce réseau.»

Roland Pré. (22)



Reproduction d'un tract affiché aux abords des Haras d'Hennebont, utilisés en 1944 comme caserne des soldats allemands et d'éléments ukrainiens de l'Armée VLASSOV.

(Archives municipales)

Les personnages interviewés de cette étude, survivants, avec des santés liées à leur âge, sont heureux d'avoir eu connaissance des exploits de leurs camarades, mais, imprégnés des principes d'Agents secrets qui leur ont permis d'être saufs, solidaires mais solitaires, ils continuent à se sentir « proches les uns des autres et cependant condamnés à s'ignorer »

BIBLIOGRAPHIE : remarques

ALYA AGLAN, *La Résistance sacrifiée*

Le mouvement Libération-Nord, 1999, Flammarion, Paris.

Enseignante à l'Institut Politique de Paris – Agrégée d'Histoire, chargée de recherches par la Caisse des dépôts et consignation sur l'aryanisation des biens juifs sous Vichy, Amie de Christian Pineau.

ANDERS Wladislaw, *Mémoires 1939-1946*, Ed. La Jeune Parque, 136 Bd Haussmann, Paris (traduction), Copyright 1938, (Photos rares, texte sans concession, Index).

Général polonais.

« Bor »-**KOMOROVSKY**, *Histoire d'une armée secrète*, 1952, Ed. Les Iles d'or, Paris, diff. Plon.

Devenu général, il dirige en Juillet-Août 1944 l'insurrection de Varsovie.

CHURCHILL Winston, *Triomphe et tragédie*, 1953-1954, Ed. Plon, Paris.

Chef du gouvernement britannique.

DEWAVRIN André, *Mémoires du Chef des Services secrets de la France libre*.

2 tomes diffusés sur 4 prévus

Londres Juin 1940 – Novembre 1942, 2001, Ed. Odile JACOB (réédition

M. Crémieux-Brilhac a écrit la présentation des 2 livres réunis avec de nombreuses notes de l'auteur et les siennes propres et a fourni des Annexes du plus grand intérêt.

L'index est un report des noms des personnalités qui ont marqué la guerre.

Capitaine puis Colonel ; nom de code «Passy».

Chef du B.C.R.A., le Bureau Central de Renseignement et d'Action.

DÖNITZ Karl, *Ma vie mouvementée*, 1969, Ed. Julliard, Paris,

Dix ans et vingt jours, 1959, Ed. Plon, Paris.

Amiral, dernier successeur désigné par Hitler.

FAHRMBACHER Wilhelm et Amiral **MATTHIAE**, *Lorient 1940-1945*,

Edité à Wissenburg, - traduction Aubertin, Service historique de la Défense-Marine, Lorient.

FEDERINI Fabienne, *Ecrire ou combattre, des intellectuels prennent les armes*, mars 2006,

Ed. La Découverte, 9bis rue Hovelacque – Paris 75013.

L'auteur pose le problème fondamental de l'engagement personnel dans la lutte contre toute oppression dès le titre de son ouvrage.

FERRIERES Gabrielle, *Jean Cavaillès, un philosophe dans la guerre*, 2003,

Collection «Résistance, Liberté, Mémoire», Bordeaux.

Sœur aînée de Cavaillès ; est avec son mari parmi les premiers recrutés du groupement clandestin créé par Cavaillès. Déportés, libérés, ils seront les témoins à charge dans le procès du délateur des chefs en 1946-1947.

De GAULLE Charles, *Mémoires de guerre*, plusieurs éditions en 3 tomes, Ed. Plon, Paris.

Tome 1 – *L'Appel* ; Tome 2 – *L'Unité* ; Tome 3 – *Le Salut*.

Mémoires de guerre et *Mémoires d'espoir (1958- 1962-1964)*

Réédition chez Gallimard en 2005, réunis en un seul volume.

Introduction par J.L. Crémieux-Brilhac, *Un écrivain nommé de Gaulle*.

Notes sur les variantes, sur l'édition, notices et cartes de 1940 et 1944.

Général de brigade à 2 étoiles qui n'en prendra pas d'autres, sa gloire y suffit.

GRANET Marie, «*COHORS-ASTURIENS – Histoire d'un réseau de résistance*», 1974, Ed. «Témoignages» des Cahiers de la résistance, Bordeaux.

Préface de Jacques Debu-Bridel (Conseil National de la Résistance)

Professeur d'Histoire, chargée de recherches à la commission d'Histoire de l'Occupation en France.

(1946-1951)

GUDÉRIAN Heinz, *Souvenirs d'un soldat*, 1954, Ed. Plon, Paris, traduction.

Général des Panzerdivisions

de LARMINAT Edgar, *Chroniques irrévérencieuses*, 1962, Ed. Plon, Paris.

Il éclaire quelques péripéties d'une expérience non conformiste, aussi riche que constante.

Colonel de l'armée du Levant, accompagne de Gaulle dans la poursuite de la guerre, se rallie et tente de rallier ses troupes, par la suite Général à 4 étoiles. Auteur d'ouvrages militaires,

LEROUX Roger, *Le MORBIHAN en guerre*, réédition en 1997, Ed. régionale de l'Ouest, Mayenne.

Ouvrage irremplaçable dans la chronologie des événements qui suivent la défaite de 1940, notamment au tout début des résistances à l'envahisseur, avant la constitution des réseaux ; puis il développe l'histoire des réseaux avec leurs succès ou déboires marquants.

Il s'appuie sur de très nombreux témoignages qui ne sont pas toujours objectifs.

Professeur d'Histoire au Lycée de Lorient, membre du Comité départemental d'Histoire du Morbihan, après la Libération.

MASSON Philippe, Dictionnaire «*La 2^{ème} guerre mondiale*», 1992, Larousse.

Tome I – *Les acteurs*, Tome II – *Campagnes et batailles*.

Réalisé sous sa direction par de nombreux collaborateurs s'identifiant.

PERRIER Guy, *Le colonel Passy et les Services secrets de la France libre*, 1999,

Hachette Littératures, Paris.

THOMAS C.M. et LEGRAND Alain, *Le Finistère dans la guerre*, 1981, Ed. de la Cité, 2 tomes.

TILLON Charles, *Les F.T.P. ; Soldats sans uniforme*, 1991, Ed. Ouest-France, 13 rue du Breil, Rennes.

Syndicaliste communiste, il lance le 17 juin 1940 à Bordeaux, un appel à l'union dans l'action contre le fascisme hitlérien. Il se sent en harmonie de pensée avec de Gaulle sur l'objectif final mais diverge dans la tactique, n'admettant aucun attentisme «*goutte de mercure ou soldat de plomb*».

Organisateur des Francs-Tireurs et Partisans Français, il sera hostile aux grands rassemblements mobilisateurs et s'insurgera contre la rareté et l'inégalité de répartition des armes parachutées.

Ministre de l'Air de De Gaulle, puis de l'Armement, il sera exclu du parti communiste en 1970 pour s'y opposer fréquemment.

L'accès aux Archives françaises, russes, allemandes, a permis aux travaux d'historiens contemporains et films documentaires d'éclairer maintes questions non abordées ou laissées sans réponses par les auteurs précités.

La bibliothèque de la Chancellerie de l'Ordre de la Libération s'enrichit constamment de nouvelles publications. Elle est située : 51 bis Bd de la Tour-Maubourg, Paris, 75007.

Références

- (1) - de Gaulle, Ed. Plon, Tome I, page 82.
- (2) – de Gaulle, Ed. Plon, Tome I, page 31.
- (3) – Dewavrin, réédition 2001, Odile Jacob, page 414.
- (4) – de Larminat, Plon 1962, page 123.
- (5) – de Gaulle, Ed. Plon, Tome I, pages 267-268.
- (6) – de Gaulle, Ed. Plon, Tome I, page 269.
- (7) – Dewavrin, réédition 2001, Odile Jacob, page 69.
- (8) – de Gaulle, Ed. Plon, Tome I, page 273.
- (9) – de Gaulle, Ed. Plon, Tome I, pages 275 à 279.
- (10) – de Gaulle, Ed. Plon, Tome I, pages 293-294.
- (11) – Dewavrin, réédition 2001, Odile Jacob, page 69.
- (12) – Dewavrin, réédition 2001, Odile Jacob, page 323.
- (13) – Dewavrin, réédition 2001, Odile Jacob, pages 239-240.
- (14) – de Gaulle, Ed. Plon, Tome II, pages 461-462.
- (15) – de Gaulle, Ed. Plon, Tome II, pages 378 à 380.
- (16) – de Gaulle, réédition Gallimard 2005, page 353.
- (17) – A. Aglan, Flammarion, page 161.
- (18) – Dewavrin, réédition 2001, Odile Jacob, pages 703 à 707.
- (19) – Fahrmbacher, Wissenbourg, traduction Aubertin, pages 25-30.
- (20) – Thomas – Legrand, pages 292 à 296.
- (21) – de Gaulle, réédition Gallimard 2005, pages 547-548.
- (22) – M. Granet, page 99.